

REPUBLIQUE TOGOLAISE

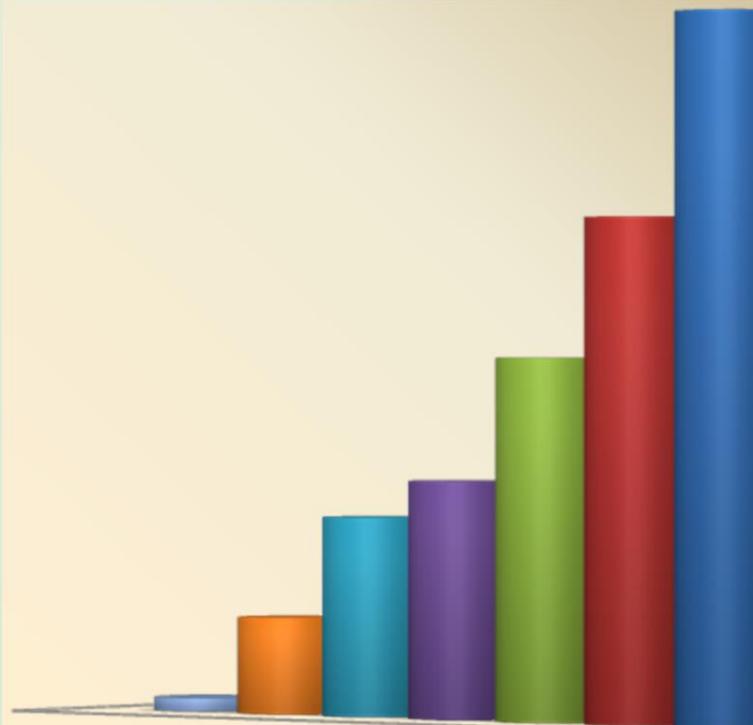


MINISTRE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES
(INSEED)

COMPTES NATIONAUX DU TOGO 2015

COMPTES DEFINITIFS



Décembre 2017



COMPTES NATIONAUX DU TOGO
2015

COMPTES DEFINITIFS

FICHE SIGNALÉTIQUE DE L'ÉCONOMIE TOGOLAISE

Indicateurs de performance globale de l'économie				
Rubrique	Libellé	2013	2014	2015
Principaux Agrégats (<i>En Milliards de FCFA, valeur courante</i>)				
	Produit intérieur brut (PIB)	2 134,5	2 259,0	2 471,8
	Exportations de biens et services	992,0	897,2	886,0
	Importations de biens et services	1 414,8	1 304,5	1 429,0
	Formation brute de capital fixe (FBCF)	582,7	677,6	773,1
	Consommation finale totale (CF)	1 925,8	2 035,7	2 218,3
	Épargne brute	350,7	397,1	544,9
Agrégat par tête (<i>En milliers de FCFA</i>)				
	PIB/tête	323,9	334,6	357,2
	CF des ménages/tête	238,3	241,0	251,0
	RDB des ménages/tête	256,2	273,0	302,5
Taux de croissance (%)				
	Taux de croissance réel du PIB	6,1	5,9	5,7
	Taux de croissance réel de la CF des ménages	5,6	5,0	4,4
	Taux de croissance réel de la FBCF	13,4	13,7	14,0
	Taux de croissance réel des Exportations	7,5	-8,0	-1,8
	Taux de croissance réel des Importations	18,1	-5,3	12,2
Indicateurs de structure et autres taux (%)				
	Part de l'informel dans le PIB (<i>non compris les loyers imputés et services domestiques</i>)	40,1	39,3	35,9
	Taux d'investissement [(FBCF+VS)/PIB]	29,6	27,9	32,2
	Taux d'épargne [Épargne brute/PIB]	16,4	17,6	22,0
	Taux effectif de prélèvement fiscal [Total des impôts et taxes / PIB]	19,4	20,6	22,3
Prix				
	Déflateur du PIB	101,7	100,1	103,7
	Taux d'inflation (IHPC en %)	2,7	0,2	1,8
Echange avec l'extérieur				
	Solde balance des biens et services/PIB (%)	-19,8	-18,0	-22,0
	Taux de pénétration (%) [Importations/Total Ressource]	39,9	36,6	36,6
	Propension moyenne à exporter [Exportations/PIB]	0,465	0,397	0,358
	Propension moyenne à importer [Importations/PIB]	0,663	0,577	0,578
	Taux de dépendance de l'économie vis-à-vis de l'extérieur (%)	112,8	97,5	93,7
	Taux de couverture du commerce extérieur (%)	70,1	68,8	62,0
	Termes de l'échange (%)	100,1	100,2	103,7
	Capacité/besoin de financement du reste du monde/PIB (%)	5,8	3,4	3,7
	Exportations des biens manufacturés/Total exportations (%)	60,9	56,6	51,5
Indicateurs de comportement et de participation des sociétés non financières (%)				
	Part salariale	29,3	35,4	35,6
	Taux de marge	69,2	62,8	61,3
	Part de l'épargne des entreprises dans l'épargne totale	17,1	-8,8	-25,9
	Taux d'investissement	48,1	50,6	60,8

Indicateurs de performance globale de l'économie				
Rubrique	Libellé	2013	2014	2015
Indicateurs de comportement et de participation des ménages				
	Propension moyenne à consommer	0,930	0,883	0,830
	Part de l'investissement financé par l'épargne (%)	133,3	49,8	25,3
	Part de la CF dans le PIB (%)	73,5	72,0	70,3
	Investissement des ménages dans l'investissement total (%)	25,0	17,0	11,3
Population				
	Population totale (<i>en millions</i>)	6,589	6,752	6,921
	Population active occupée (<i>en millions</i>)	2,531	2,550	2,619
	Taux de croissance démographique moyen (%)	2,4	2,4	2,4
Ratios (%)				
	Consommation finale des ménages/PIB	73,5	72,0	70,3
	Consommation finale publique/PIB	15,1	16,5	18,0
	Consommation finale totale/PIB	90,2	90,1	89,7
	FBCF Privée/PIB	20,6	21,4	20,8
	FBCF publique/PIB	6,7	8,6	10,5
	FBCF totale/PIB	27,3	30,0	31,3
	Exportations/PIB	46,5	39,7	35,8
	Importations/PIB	66,3	57,7	57,8

Note : Le Taux effectif de prélèvement fiscal a été revu en prenant effectivement les impôts et taxes (dans les calculs passés, les impôts utilisés étaient nets de subvention).

EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX

Kokou Yao N'GUSSAN,
Directeur général de l'Institut national de la statistique
et des études économiques et démographiques (INSEED)

Tchiou ANIMAOU,
Directeur de la comptabilité nationale
et des études économiques (DCNEE)

Kodzo Dodzi HEVI,
Chargé de la Division des comptes nationaux et de la
prévision (DCNP)

Atcharé Kossivi BANDJE,
Responsable du secteur primaire

Koffi Mepanou ADOLI,
Responsable du compte des administrations publiques

Amev OTCHAKPA,
Responsable du compte des sociétés non financières

Nouroudine ABDOULAYE,
Responsable du compte des opérations avec le Reste du
monde

Wiyao DJENGLE,
Responsable du compte des sociétés financières

Abravi DUYIBOE,
Compte des administrations publiques,
Responsable du volet sécurité sociale

P'lanam Germain FAROUH,
Compte des administrations publiques,
Responsable des administrations publiques centrales

Manzama FAWIE,
Compte des administrations publiques,
Responsable des Etablissements publics nationaux (EPN)

Dadja Tassondi TAZOU,
Responsable du compte des sociétés non financières

Komlan Soloumwè PADOMNAWE,
Agent d'appui

Pitcholo Ezzo-Hanam ASSOTI,
Agent d'appui

TABLE DES MATIERES

FICHE SIGNALÉTIQUE DE L'ÉCONOMIE TOGOLAISE.....	I
EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX.....	III
TABLE DES MATIERES.....	IV
LISTE DES TABLEAUX.....	V
LISTE DES GRAPHIQUES ET ENCADRES.....	V
SIGLES ET ACRONYMES.....	VI
AVANT-PROPOS.....	1
RESUME.....	2
1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	3
2 ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE EN 2015.....	4
2.1 FORMATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT SUIVANT LES TROIS OPTIQUES	4
2.2 ANALYSE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE DU POINT DE VUE DE L'OFFRE	6
2.2.1 Secteur primaire.....	7
2.2.2 Secteur secondaire	9
2.2.3 Secteur tertiaire.....	10
2.2.4 Part de l'informel dans le PIB	12
2.2.5 Emploi dans l'économie en 2015	12
2.3 EVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB	14
2.3.1 Consommation finale	14
2.3.2 Formation brute de capital fixe (FBCF)	15
2.3.3 Variations des stocks.....	16
2.3.4 Echanges extérieurs de biens et services.....	16
2.4 ANALYSE DES SECTEURS INSTITUTIONNELS EN 2015	18
2.4.1 Ménages et Entrepreneurs individuels	18
2.4.2 Situation des sociétés non financières (SNF)	19
2.4.3 Situation des sociétés financières.....	19
2.4.4 Administrations publiques (APU) et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	20
2.5 COMPTE DU RESTE DU MONDE	22
ANNEXES	24
ANNEXE 1: VENTILATION DE LA VALEUR AJOUTEE PAR BRANCHE D'ACTIVITES A PRIX COURANTS	24
ANNEXE 2: VALEUR AJOUTEE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITES (A PRIX CONSTANTS BASE 2007)	25
ANNEXE 3: MATRICE EMPLOI 2015	26
ANNEXE 4: TABLEAUX DE SYNTHESE DE L'ECONOMIE NATIONALE.....	27
Annexe 4. 1: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2014, base 2007	27
Annexe 4. 2: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2015, base 2007	28
Annexe 4. 3: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2014, courant	29
Annexe 4. 4: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2015, courant	30
Annexe 4. 5: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) 2014	31
Annexe 4. 6: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) 2015	32
ANNEXE 5: MACRO-MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE (MCS) AGREGÉE DU TOGO POUR 2015	33
ANNEXE 6: EQUILIBRE RESSOURCES - EMPLOIS DE L'ECONOMIE DE 2000 A 2015.....	33
ANNEXE 7: APERÇU METHODOLOGIQUE	34
GLOSSAIRE.....	41

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et à prix constants	5
Tableau 2: Evolution des principales productions vivrières et de rente	8
Tableau 3: Evolution de la production de l'élevage et de la pêche à prix courants.....	8
Tableau 4: Evolution des ressources et des emplois du PIB à prix constants, base 100 en 2007.....	14
Tableau 5: Formation brute de capital fixe par produit	15
Tableau 6: Evolution de la FBCF de 2013 à 2015 en valeur par secteur institutionnel	15
Tableau 7: Evolution en valeur des biens et services exportés de 2013 à 2015	17
Tableau 8: Evolution en valeur des biens et services importés de 2013 à 2015.....	17
Tableau 9: Evolution en valeur de la consommation finale des ménages selon la nature des dépenses	18
Tableau 10: Quelques indicateurs sur les SNF.....	19
Tableau 11: Quelques indicateurs sur les SF.....	20
Tableau 12: Quelques indicateurs sur les APU	21
Tableau 13: Compte du Reste du monde de 2013 à 2015	22

LISTE DES GRAPHIQUES ET ENCADRES

Graphique 1: Part (%) des différents secteurs dans le PIB en 2015, prix constants 2007.....	6
Graphique 2: Contributions à la croissance du PIB des secteurs d'activité entre 2013 et 2015.....	7
Graphique 3: Répartition (%) sectorielle des activités informelles en 2014 et 2015	12
Graphique 4: Répartition (%) de l'emploi formel et informel dans les secteurs d'activité en 2015	13
Encadré 1: Migration au SCN 2008	23

SIGLES ET ACRONYMES

ABPP	: Appui budgétaire aux politiques publiques
AFRISTAT	: Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
AFRITAC de l'Ouest	: Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest
APU	: Administrations publiques
BIE	: Budget d'investissement et d'équipement
BTP	: Bâtiments et travaux publics
CAF	: Coût, assurance et fret
CB	: Compte de branche
CCF	: Consommation de capital fixe
CPC	: Classification centrale des produits
CF	: Consommation finale
CITI (Rev 3)	: Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (troisième révision)
CITI (Rev 4)	: Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (quatrième révision)
CNSS	: Caisse nationale de sécurité sociale
DCNEE	: Direction de la comptabilité nationale et des études économiques
DCNP	: Division des comptes nationaux et de la prévision
DEC 2080	: Document des établissements de crédit
DGIPE	: Direction de la gestion informatique du personnel de l'Etat
DGSCN	: Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale
DSF	: Déclarations statistiques et fiscales
EB	: Épargne brute
EBE	: Excédent brut d'exploitation
EPN	: Etablissements publics nationaux
ERE	: Équilibre des ressources et des emplois
ERETES	: Équilibre ressources emplois - Tableau entrée sortie
FAB	: Franco à bord
FBC	: Formation brute de capital
FBCF	: Formation brute de capital fixe
FCFA	: Franc de la communauté financière africaine
FMI	: Fonds monétaire international
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
INSEED	: Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques
ISBL	: Institution sans but lucratif
ISBLSM	: Institution sans but lucratif au service des ménages
ITNP	: Impôts et taxes nets sur les produits
NAEMA	: Nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT

NOPEMA	: Nomenclature des produits des Etats membres d'AFRISTAT
ONG	: Organisation non gouvernementale
OTR	: Office togolais des recettes
PAL	: Port autonome de Lomé
PIB	: Produit intérieur brut
PNIASA	: Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire
PNUD	: Programme des nations unies pour le développement
QUIBB	: Questionnaire unifié des indicateurs de base de bien-être
RDB	: Revenu disponible brut
RDM	: Reste du monde
RGPH	: Recensement général de la population et de l'habitat
RSa	: Rémunération des salariés
SCN	: Système de comptabilité nationale
SCN 1993	: Système de comptabilité nationale de 1993
SCN 2008	: Système de comptabilité nationale de 2008
SF	: Société financière
SH	: Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises
SIFIM	: Services d'intermédiation financière indirectement mesurés
SNF	: Société non financière
TCEI	: Tableau des comptes économiques intégrés
TEI	: Tableau des échanges intermédiaires
TRE	: Tableau des ressources et des emplois
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
UE	: Union européenne
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine
VAB	: Valeur ajoutée brute
VS	: Variations des stocks

AVANT-PROPOS

L'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) a une fois encore le plaisir de publier le document d'analyse de l'activité économique pour l'année 2015. Ce document s'intitule « **Comptes nationaux du Togo 2015 - Comptes définitifs** ». Cette nouvelle publication des résultats des comptes nationaux est la huitième de l'exercice de redynamisation de la production régulière des comptes nationaux au Togo.

Ces comptes ont été élaborés conformément aux recommandations des Nations Unies contenues dans le Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 1993) et à l'aide de l'outil ERETES. Cette publication complète la série des comptes nationaux de 2000 à 2014.

L'INSEED tient à adresser ses remerciements :

- ✓ au Gouvernement pour tous les moyens mis à sa disposition afin qu'il puisse relever le défi de la production des données statistiques fiables en général et des comptes nationaux en particulier ;
- ✓ au Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC de l'Ouest) pour son appui technique ;
- ✓ à la commission de l'Union européenne (UE) pour son appui financier et technique à travers le Programme d'appui budgétaire aux politiques publiques (ABPP) du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- ✓ aux membres du Comité national PIB pour leur contribution ;
- ✓ à tous les partenaires techniques et financiers ;
- ✓ aux membres du système statistique national et aux autres fournisseurs de données statistiques (opérateurs économiques, ONG et associations, etc.) pour leur disponibilité à fournir les données ;
- ✓ à l'équipe des comptes nationaux pour le travail réalisé et à tout le personnel de l'INSEED pour leurs contributions diverses ;
- ✓ à toute personne associée de près ou de loin aux travaux.

Toutes remarques ou suggestions sur le contenu ou la forme du présent document seront les bienvenues. Les utilisateurs intéressés peuvent prendre contact avec l'INSEED pour toutes informations complémentaires.

Résumé

En 2015, l'économie mondiale affiche un taux de croissance de 3,2% contre 3,4% en 2014 selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI). Cette croissance résulte des disparités de développement qu'ont connu les différentes zones géographiques notamment le ralentissement de la croissance dans les pays émergents (4,6% en 2014 à 4,0% en 2015) et une légère reprise dans les pays industrialisés.

Dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), l'activité économique a connu une croissance de 7,0%, essentiellement tirée par le regain de dynamisme de l'économie ivoirienne qui enregistre 10,3% de croissance. Cette croissance résulte de la bonne tenue de la demande intérieure, appuyée par la poursuite de grands programmes d'investissements publics, par l'amélioration du climat sociopolitique et par une bonne répartition spatio-temporelle de la pluviométrie.

Au Togo, l'activité économique est marquée, entre autres, par la poursuite de l'exécution du Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA), la poursuite des travaux de réhabilitation et de construction des routes, la mise en exploitation du 3^{ème} quai, d'un port de transbordement et d'une darse au Port Autonome de Lomé. Le Produit intérieur brut (PIB) en 2015 est de 2 471,8 milliards de FCFA contre 2 259,0 milliards de FCFA en 2014, en valeur nominale. En valeur réelle, le PIB s'élève à 2 000,7 milliards de FCFA, en progression de 5,7% par rapport à son niveau de 2014.

A l'instar des années précédentes, le secteur tertiaire occupe une place prépondérante dans la création de la richesse nationale : son poids dans le PIB réel est de 47,5% et sa contribution est de 3,1 points sur les 5,7% de croissance obtenue en 2015. Il est suivi du secteur primaire (21,0%) et du secteur secondaire (17,4%). Le secteur informel pour sa part, contribue à la formation du PIB à hauteur de 35,9% contre 39,3% en 2014. Dans l'optique de la demande, la dépense de consommation finale s'élève à 1 870,9 milliards de FCFA en 2015 contre 1 744,2 milliards de FCFA en 2014 à prix constants de 2007, soit un accroissement de 7,3%. La dépense de consommation finale totale représente 93,5% du PIB réel en 2015 contre 92,2% en 2014 et sa contribution à la croissance du PIB est de 6,7 points. Cette hausse est due à la progression de la consommation finale des ménages de 4,4% et celle des administrations publiques de 17,9% en 2015. La FBCF est passée de 549,9 milliards de FCFA en 2014 à 627,0 milliards de FCFA en 2015 à prix constant de 2007, soit une progression de 14,0% et une contribution à la croissance du PIB réel de 4,1 points. Son poids dans le PIB réel passe de 30,0% en 2014 à 31,3% en 2015.

S'agissant des échanges extérieurs de biens et services, le solde en valeur courante passe de - 407,3 milliards de FCFA en 2014 à -543,0 milliards de FCFA en 2015, traduisant ainsi une aggravation du déficit du solde de la balance commerciale.

1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Un environnement économique international marqué par un léger repli de l'activité mondiale

En 2015, l'économie mondiale a connu un léger ralentissement avec un taux de croissance de 3,1% contre 3,4% en 2014 selon les estimations du Fond monétaire international (FMI)¹. Ce recul de l'activité mondiale résulte de la disparité de croissance enregistrée dans les différentes zones géographiques et régions du monde.

Dans les pays industrialisés, le taux de croissance est passé de 1,8% en 2014 à 1,9% en 2015 selon le FMI. Ce léger accroissement du produit intérieur brut est dû non seulement à la poursuite d'une politique monétaire adaptée au sein des banques centrales favorisant une meilleure condition financière mais aussi à la baisse significative des cours du pétrole. Ainsi, aux Etats-Unis, la croissance est demeurée robuste et stable à 2,4% comme un an plus tôt ; au Japon et dans la Zone euro, elle passe respectivement de -0,1% en 2014 à 0,5% en 2015 et de 0,9% en 2014 à 1,6% en 2015.

Dans les économies émergentes et en développement, les estimations du FMI indiquent un recul de la croissance économique qui passe de 4,6% en 2014 à 4,0% en 2015. Cette baisse est due essentiellement à une décélération de l'économie chinoise qui a atteint son niveau le plus faible depuis 2009. En effet, sous l'effet de l'affaiblissement de la demande interne et internationale, des turbulences des marchés boursiers et de la stagnation persistante du secteur immobilier, le rythme de croissance de l'économie chinoise est passé de 7,4% en 2014 à 6,9% en 2015. L'activité économique au Brésil a connu un recul de 3,8% en 2015 après avoir progressé de 0,1% en 2014.

Une croissance soutenue au sein de l'UEMOA en dépit de la monotonie de la conjoncture internationale

La croissance au sein de la zone UEMOA a connu une accélération en 2015 en dépit des turbulences régionales et mondiales. Contrairement aux autres pays de l'Afrique subsaharienne, le produit intérieur brut de l'Union est ressorti en augmentation de 7,0%² en 2015, après une progression de 6,5% en 2014. Dans la zone, la croissance a été tirée en grande partie par l'amélioration des performances économiques de la Côte d'Ivoire avec une croissance du PIB de 10,3% en 2015, après 8,5% en 2014. Dans les autres pays, notamment sahéliens qui connaissent d'importants défis sécuritaires, elle a ralenti ou stagné.

L'activité au sein de l'UEMOA a principalement bénéficié d'une bonne tenue de la demande intérieure, appuyée par la poursuite de grands programmes d'investissements publics, par l'amélioration du climat sociopolitique et par une bonne répartition spatio-temporelle de la pluviométrie.

¹ Perspectives de l'économie mondiale, FMI | Octobre 2015

² Rapport annuel de la commission bancaire de l'UMOA, 2015

2 ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE EN 2015

L'activité économique continue de bénéficier des réformes structurelles mises en œuvre à travers des différents projets d'appui au développement de l'agriculture et de renforcement des infrastructures socio-économiques. On note la mise en place des réformes structurelles pour créer un cadre propice à l'amélioration du climat des affaires, l'opérationnalisation de l'Office togolaise des recettes (OTR) visant à la fois une rationalisation du système de collecte et une formalisation du secteur informel tout en recouvrant davantage de recettes à l'Etat, la mise en exploitation des infrastructures réalisés, notamment du 3ème quai, d'un port de transbordement et d'une darse au Port Autonome de Lomé (PAL).

La campagne agricole 2015-2016 a été marquée par l'existence de quelques poches de sécheresse faisant chuter la production des cultures vivrières par rapport à la campagne précédente. Cette contre-performance de la production agricole vivrière renvoie à la dépendance du système de production aux aléas climatiques malgré les progrès réalisés à travers les différents programmes mis en œuvre. Le taux d'inflation se situe à 1,8% en 2015 contre 0,2% en 2014. Sur le plan national, l'activité économique a évolué dans un contexte politique marqué par la tenue des élections présidentielles.

2.1 Formation du produit intérieur brut suivant les trois optiques

En 2015, le produit intérieur brut (PIB) s'établit en valeur à 2 471,8 milliards de FCFA contre 2 259,0 milliards de FCFA en 2014. Aux prix de l'année de base 2007, le PIB s'élève à 2 000,7 milliards de FCFA contre 1 892,1 milliards de FCFA en 2014, en progression de 5,7% en termes réels contre 5,9% en 2014. Depuis 2012, l'économie togolaise connaît une décélération de son activité passant de 6,5% en 2012 à 5,7% en 2015.

Optique production

La valeur ajoutée brute (VAB) des branches passe de 1 653,8 milliards de FCFA en 2014 à 1 718,8 milliards de FCFA en 2015, soit une progression de 3,9% à prix constants base 2007. Les impôts nets sur les produits passent de 238,3 milliards de FCFA en 2014 à 281,9 milliards de FCFA en 2015, soit une progression de 18,3%. A prix courants, les impôts nets sur les produits se chiffrent à 397,9 milliards de FCFA en 2015, contre 327,7 milliards de FCFA en 2014.

Optique dépense

Du point de vue de la demande, les dépenses de consommation finale passent de 1 744,2 milliards de FCFA en 2014 à 1 870,9 milliards de FCFA en 2015, avec un poids de 93,5% dans le PIB réel contre 92,2% en 2014. Cette consommation connaît une progression en volume de 7,3% contre 6,9% en 2014. La formation brute du capital fixe (FBCF) augmente de 14,0% en 2015 à un rythme plus soutenu qu'en 2014 et atteint 627,0 milliards de FCFA. En 2015, les exportations ont baissé de 1,8% et les importations ont augmenté de 12,2%.

Optique revenu

En 2015, l'excédent brut d'exploitation (EBE) se chiffre à 1 431,9 milliards de FCFA en valeur, nettement supérieur à son niveau de 2014 qui était à 1 373,7 milliards de FCFA et les rémunérations des salariés, évaluées à 612,3 milliards de FCFA, enregistrent une progression de 13,1%. En conséquence, la part de la rémunération des salariés dans le PIB se réduit et celle de l'EBE s'augmente. En effet, la part de l'EBE passe à 57,9% en 2015 contre 60,8% en 2014 tandis que celle des rémunérations des salariés passe de 24,0% à 24,8% au cours de la même période.

Les impôts nets des subventions sur la production et les produits enregistrent une progression de 24,4% en 2015 et se chiffrent à 427,7 milliards de FCFA contre 343,9 milliards de FCFA en 2014. Cette évolution des impôts et taxes s'explique par la performance des recouvrements fiscaux de l'OTR.

Tableau 1: Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et à prix constants

- Prix courants, 2015

Unité = 1 million de FCFA

	2013	2014	2015
PIB (approche production)	2 134 464	2 259 047	2 471 777
Valeur ajoutée	1 863 225	1 931 319	2 073 923
+ Impôts sur les produits	311 616	341 772	403 875
- Subventions sur les produits	40 377	14 044	6 021
PIB (approche demande)	2 134 464	2 259 047	2 471 777
Dépense de consommation finale	1 925 829	2 035 742	2 218 266
+ Formation brute de capital	631 450	630 633	796 488
+ Exportations de biens et services	992 014	897 164	886 042
- Importations de biens et services	1 414 829	1 304 492	1 429 019
PIB (approche revenus)	2 134 464	2 259 047	2 471 777
Rémunération des salariés	472 599	541 432	612 255
+ Excédent brut d'exploitation (EBE)	1 378 187	1 373 728	1 431 863
+ Impôts nets de subvention sur la production et les produits	283 678	343 887	427 659

Source: INSEED, 2017

- Prix constants, base 100 en 2007

Unité = 1 million de FCFA

	2013	2014	2015
PIB (approche production)	1 786 292	1 892 051	2 000 709
Valeur ajoutée	1 564 907	1 653 750	1 718 772
+ Impôts sur les produits	257 762	256 897	289 910
- Subventions sur les produits	36 377	18 596	7 973
PIB (approche demande)	1 786 292	1 892 051	2 000 709
Dépense de consommation finale	1 631 967	1 744 194	1 870 894
+ Formation brute de capital	527 779	521 779	650 008
+ Exportations de biens et services	776 618	714 648	701 429
- Importations de biens et services	1 150 072	1 088 570	1 221 622

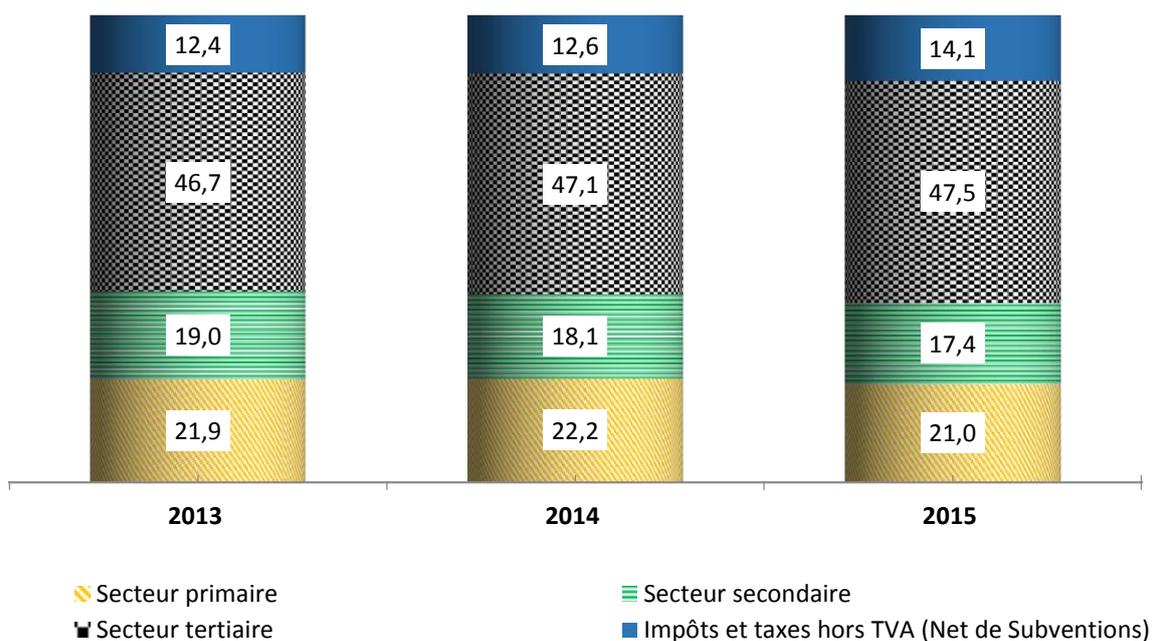
Source: INSEED, 2017

2.2 Analyse de l'activité économique du point de vue de l'offre

Activité économique en 2015 marquée par la prédominance du secteur tertiaire

A l'instar des années précédentes, la valeur ajoutée du secteur tertiaire représente la plus importante part du produit intérieur brut (PIB) en 2015 avec un poids de 43,9% en termes courants et 47,5% en termes réels (prix constants de 2007). Il est suivi du secteur primaire (21,0%) et du secteur secondaire (17,4%). En valeur, le poids du secteur primaire et celui du secondaire sont respectivement de 24,4% et 15,6%. Les impôts et taxes nets de subventions représentent 14,1% du PIB en termes réels en 2015, en progression de 1,5 point par rapport à 2014.

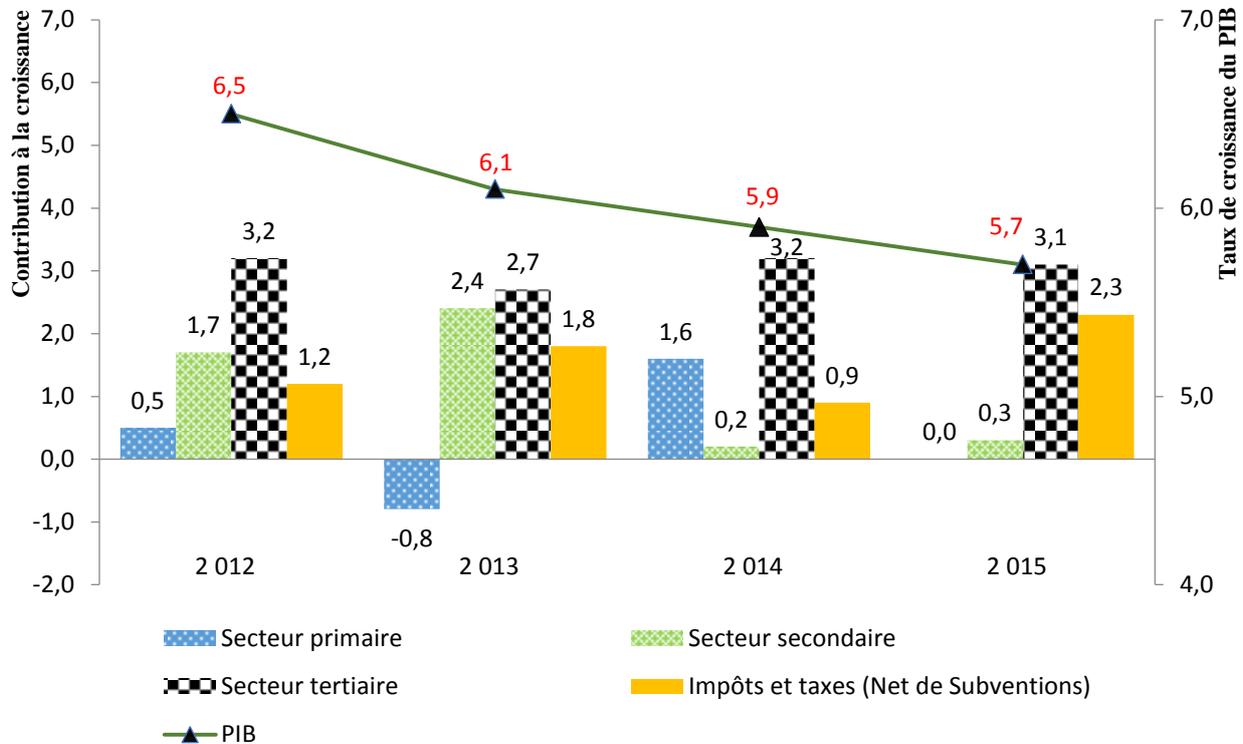
Graphique 1: Part (%) des différents secteurs dans le PIB en 2015 à prix constants, base 100 en 2007



Source: INSEED, 2017

Le secteur tertiaire continue de jouer un rôle important dans la croissance du PIB réel, avec une contribution de 3,1 points sur les 5,7% de croissance obtenue en 2015. Le secteur secondaire contribue à 0,3 point en 2015. La contribution du secteur primaire est presque nulle alors qu'elle était de 1,6 point en 2014.

Graphique 2: Contributions à la croissance du PIB des secteurs d'activité entre 2013 et 2015



Source: INSEED, 2017

2.2.1 Secteur primaire

Régression de la croissance dans le secteur primaire due à la baisse de la production vivrière et de rente

Le secteur primaire comprend les activités liées à la transformation du milieu naturel. Il regroupe l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche et la sylviculture. Ce secteur regroupe essentiellement les unités de production informelles avec 99,8% de la valeur ajoutée du secteur en 2015.

La production en valeur du secteur primaire s'accroît de 4,0% en 2015 contre 3,1% en 2014. Sa valeur ajoutée en hausse de 3,8% en 2015 contre 2,3% en 2014 s'établit à 602,5 milliards de FCFA et représente 24,4% du PIB nominal.

En termes réels, la valeur ajoutée du secteur représente 21,0% du PIB et contribue à la croissance de 0,0% contre 1,6% en 2014. En effet, en 2015, l'agriculture végétale a enregistré une baisse de sa valeur ajoutée en volume de 2,1% : la valeur ajoutée de la branche « Agriculture vivrière » régresse de 2,0%; la branche « Culture de produits de rente » enregistre la même tendance baissière (-2,5%). La progression enregistrée dans les branches

Elevage et chasse (7,0%), Pêche (12,2%) et Sylviculture (3,5%) a soutenu le secteur (voir Annexe 2).

Tableau 2: Evolution des principales productions vivrières et de rente

Unité = 1 Million de FCFA

Principaux produits	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 (%)
Céréales	213 657	194 832	207 235	6,4
dont:				
<i>Maïs</i>	92 246	97 211	115 392	18,7
<i>Riz Paddy</i>	37 245	27 893	24 877	-10,8
<i>Mil et Sorgho</i>	81 699	66 722	63 785	-4,4
Fruit	14 470	14 236	13 623	-4,3
Culture d'exportation	50 344	64 265	62 682	-2,5
dont:				
<i>Cacao en fève</i>	8 918	14 785	17 825	20,6
<i>Café marchand</i>	8 037	10 437	10 650	2,0
<i>Coton graine</i>	17 127	24 200	17 845	-26,3
Tubercules	118 915	136 066	137 206	0,8
Légumes	92 762	93 168	95 037	2,0
Total Produits agricoles	490 148	502 567	515 783	2,6

Source: INSEED, 2017

La baisse enregistrée dans l'agriculture vivrière et de rente pourrait s'expliquer par les poches de sécheresse qui ont surgi en 2015 dans les préfectures de l'Est de la région des plateaux, à savoir : l'Est-mono, le Moyen mono, Anié et un peu Agou et Haho³.

Tableau 3: Evolution de la production de l'élevage et de la pêche à prix courants

Unité = 1 Million de FCFA

Principaux produits	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 (%)
Animaux vivants	68 352	73 387	79 111	7,8
dont:				
<i>Bovins sur pieds</i>	9 625	9 775	9 931	1,6
<i>Ovins et caprins sur pieds</i>	30 967	33 621	35 724	6,3
<i>Volailles</i>	27 760	29 991	33 456	11,6
Œufs	7 234	7 681	8 388	9,2
Autres produits d'origine animale	12 128	12 595	13 394	6,3
Produits de la pêche	25 424	25 606	29 093	13,6
Total élevage et pêche	113 138	119 269	129 986	9,0

Source: INSEED, 2017

³ Direction des Statistiques agricoles, de l'Informatique et de la Documentation (DSID)

2.2.2 Secteur secondaire

Légère reprise de l'activité économique dans le secteur secondaire

Les branches d'activités du secteur secondaire sont constituées des industries extractives, des industries manufacturières, des activités de production d'électricité, d'eau et de gaz ainsi que de la construction.

La part de ce secteur dans le PIB réel s'établit à 17,4% en 2015 contre 18,1% en 2014. Ce secteur contribue à la création de la richesse nationale pour 347,9 milliards de FCFA à prix constants de 2007, en hausse de 1,6% par rapport à 2014. La contribution du secteur à la croissance du PIB est de 0,3 point contre 0,2 point en 2014. Cette hausse de la valeur ajoutée du secteur en 2015 est due aux bonnes performances des branches « Electricité, gaz et eau » et « Industries manufacturières ».

La branche « Electricité, gaz et eau » constitue une des branches dont la contribution a permis de relever la part du secteur secondaire dans la création de la richesse nationale en 2015. Avec un poids de 3,7% (3,5% en 2014) dans le PIB réel, elle enregistre une hausse de sa valeur ajoutée brute de 14,0%. La contribution de la branche à la croissance du PIB est de 0,5 point contre 0,1 point en 2014.

La performance du secteur provient également des industries manufacturières qui enregistrent une croissance de leur activité de 3,4% par rapport à 2014, avec un poids de 11,9% dans le PIB réel. La bonne tenue des industries manufacturières est due aux bons comportements des branches :

- « Fabrication de matériaux de construction » (3,6% du PIB réel) qui enregistre un accroissement de son activité de 4,8% par rapport à 2014 ;
- « Activités de métallurgie de base et ouvrage en métaux » dont la valeur ajoutée brute s'accroît de 87,6% par rapport à 2014 avec un poids de 1,0% dans le PIB réel ;
- « Activités des industries chimiques » (1,4% du PIB réel) dont l'activité progresse de 3,9% par rapport à 2014 ;
- « Activités de travail du bois, Fabrication de papier, cartons et articles en papier, carton, Edition et imprimerie » avec un poids de 1,0% dans le PIB réel, l'activité progresse de 5,5%.

Cependant, les activités « Agroalimentaire, Boisson, Tabacs », et de fabrication de textiles, d'habillement, de chaussure et travail de cuir qui représentent dans l'ordre 4,1% et 0,1% du PIB réel, enregistrent respectivement une baisse de 4,9% et 5,2% par rapport à 2014.

La branche « Construction » dont le poids en 2015 représente 1,3% du PIB réel, enregistre pour sa part, une baisse de sa valeur ajoutée brute de 17,8% par rapport à 2014. Cette baisse est imputable aux ralentissements des travaux de construction de bâtiments.

Pour les industries extractives, on note une baisse de la valeur ajoutée réelle de 41,2% par rapport à 2014. Cette baisse provient des autres activités extractives, qui enregistrent une diminution de 48,2% de leur valeur ajoutée suite à la baisse de la production dans l'extraction du fer et du marbre. La valeur ajoutée de l'extraction des phosphates (0,1% dans le PIB réel) augmente de 14,6%.

En termes nominaux, les industries extractives connaissent une hausse de leur valeur ajoutée (19,7%). Cette hausse est essentiellement due à « l'extraction de phosphate » qui connaît une hausse en valeur de 38,7% passant de 34,8 milliards de FCFA à 48,2 milliards de FCFA entre 2014 et 2015 (voir Annexe 2) consécutive à la hausse des cours mondiaux.

2.2.3 Secteur tertiaire

Progression de l'activité du tertiaire suite au regain de dynamisme dans les « Activités de postes et télécommunications » et les services financiers

Le secteur tertiaire qui regroupe l'ensemble des activités de services marchands et non marchands, a enregistré une croissance en volume de sa valeur ajoutée de 6,7%. En 2015, ce secteur demeure la principale composante du PIB réel avec un poids de 47,5% contre 47,1% en 2014. La contribution du tertiaire à la croissance est de 3,1 points.

En termes de poids relatif dans le PIB réel, le secteur est essentiellement dominé par les activités d'administration publique (10,4%), le commerce (7,2%), les activités de « postes et télécommunications » (7,0%).

Activités de services non marchands

Les activités des services non marchands, au cours de l'année 2015, augmentent de 17,5% en valeur courante contre 10,4% en 2014. Le poids de ces services dans le PIB réel passe de 14,9% en 2014 à 16,3% en 2015, soit une hausse de 1,4 point.

Services de santé

La valeur ajoutée brute des services de santé et d'actions sociales a connu en valeur courante une baisse de 6,7% passant de 10,5 milliards en 2014 à 9,8 milliards de FCFA en 2015. Son poids dans le PIB réel est de 0,5% en 2015.

Education

La branche « Education » a connu une baisse de sa valeur ajoutée brute en valeur courante de 1,7% passant de 89,5 milliards de FCFA en 2014 à 87,9 milliards de FCFA en 2015. Son poids dans le PIB réel est de 4,0%.

Administration publique

La valeur ajoutée brute des services d'administration publique augmente de 30,0% (en valeur courante) passant de 173,9 milliards de FCFA en 2014 à 225,9 milliards de FCFA en 2015.

Cette performance des Administrations publiques s'explique par l'augmentation des dépenses courantes notamment les salaires (19,4%).

Services marchands

Globalement, les services marchands du secteur tertiaire regroupent le commerce, le transport, les entrepôts et réparation, les activités de postes et télécommunications, les activités financières et les autres activités des services marchands qui comprennent les activités d'hébergement et de restauration, les activités de services immobiliers, les activités de services aux entreprises et les parties marchandes des activités d'éducation et de santé.

Commerce et Transport

En valeur courante, la valeur ajoutée brute du commerce s'établit à 167,8 milliards de FCFA en diminution de 4,1% par rapport à 2014. Son poids dans le PIB nominal est de 6,8%. En termes réels, la branche commerce enregistre une régression de sa VAB de 3,6%. Cette baisse serait due au contexte politique en 2015 marquée par la tenue des élections présidentielles.

Pour les services de « Transport, entrepôt et réparation », on note un ralentissement dans l'activité. En effet, on enregistre une baisse de leur VAB en termes réels qui passe de 119,7 milliards de FCFA en 2014 à 104,6 milliards de FCFA en 2015, soit une régression de 12,6%. Cette contreperformance est liée à la baisse de l'activité au Port Autonome de Lomé.

Activités de services aux entreprises et de Poste et Télécommunications

Les activités de services aux entreprises enregistrent une hausse de leur valeur ajoutée brute de 13,9% et contribuent positivement à la croissance économique (0,3 point). Cette hausse de la VAB est due à la production qui a augmenté plus que proportionnellement aux charges d'exploitation.

En 2015, la branche « Poste et Télécommunications » avec une part dans le PIB réel de 7,0% a enregistré une hausse de 7,5% de sa VAB. La contribution de la branche à la formation du PIB est de 0,5 point. En valeur, cette branche s'est aussi bien comportée avec une augmentation de sa VAB de 5,7% par rapport à 2014 et un poids dans le PIB nominal de 5,9%.

Activités financières

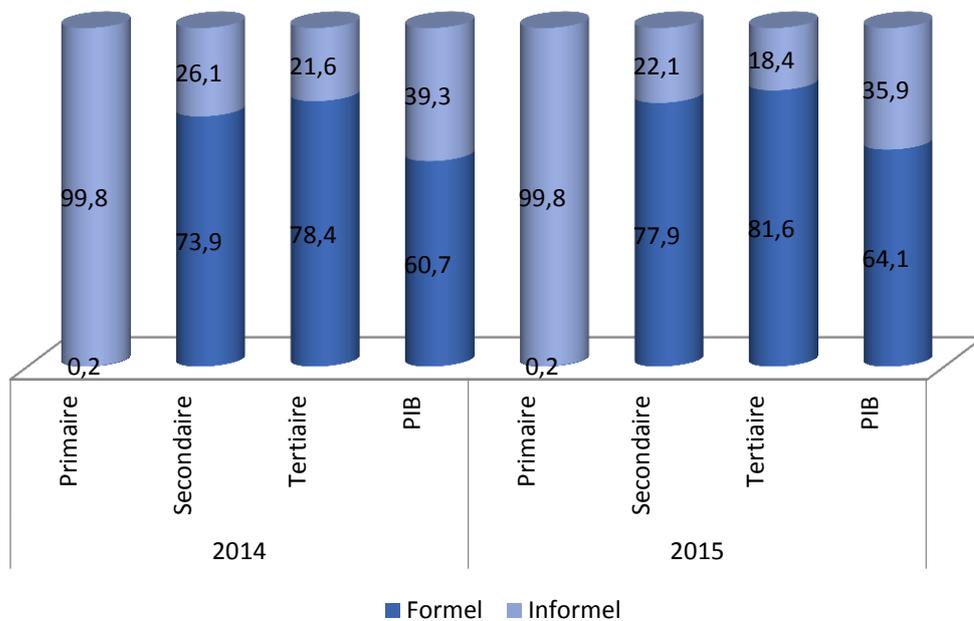
Les activités financières représentent 6,6% du PIB réel en 2015. Leur valeur ajoutée brute passe de 96,7 milliards de FCFA en 2014 à 132,3 milliards de FCFA en 2015, entraînant une évolution de 36,8%. La branche ressort avec une contribution au PIB réel de 1,9 point. L'évolution à la hausse de l'activité des institutions financières résulte en partie de la baisse du taux des crédits à la clientèle (de 11,5% à 10,0%)⁴ qui occasionne une demande plus accrue des crédits.

⁴ Rapport annuel 2016 de la Commission bancaire, Union Monétaire Ouest Africaine

2.2.4 Part de l'informel dans le PIB

Le secteur informel contribue à la formation du PIB nominal à hauteur de 35,9% contre 39,3% en 2014, soit une valeur ajoutée de 886,9 milliards de FCFA, en stagnation par rapport à l'année précédente.

Graphique 3: Répartition (%) sectorielle des activités informelles en 2014 et 2015



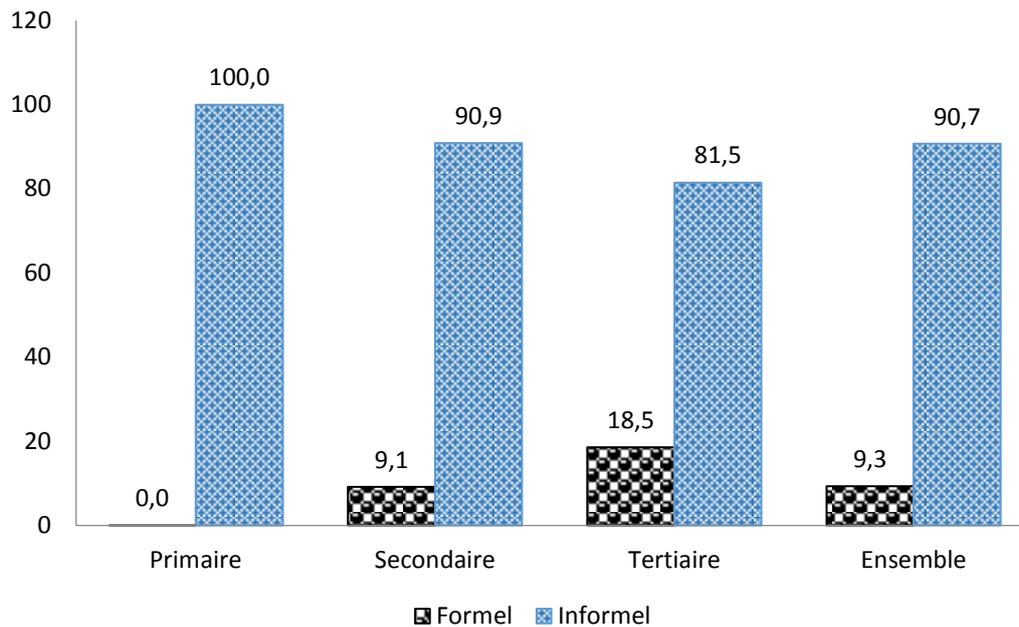
Source: INSEED, 2017

Globalement, la baisse des activités informelles se remarque dans les secteurs tertiaires (18,4% en 2015 contre 21,6% en 2014) et secondaire (22,1% en 2015 contre 26,1% en 2014). En effet, la baisse de la contribution de l'informel à la formation du PIB est due particulièrement à la régression des activités informelles dans les branches Commerce (-11,1%) et Activité d'hébergement (-39,9%). Dans le secteur secondaire, le recul de l'informel provient essentiellement des industries manufacturières (-24,9%). Dans le secteur primaire, les activités informelles conservent leur poids de 99,8% dans la valeur ajoutée brute du secteur.

2.2.5 Emploi dans l'économie en 2015

En 2015, la population totale est estimée à 6,9 millions d'habitants avec 2,6 millions d'actifs occupés. La population active occupée a augmenté de 68 894 personnes de 2014 à 2015. La répartition détaillée par branche d'activités des actifs occupés figure en annexe 3.

Dans l'ensemble, le secteur informel pourvoit plus d'emplois (90,7%) que le secteur formel (9,3%), traduisant ainsi la précarité des emplois au sein de l'économie. Cette prédominance de l'informel dans l'offre d'emploi est constatée dans tous les secteurs d'activité.

Graphique 4: Répartition (%) de l'emploi formel et informel dans les secteurs d'activité en 2015

Source: INSEED, 2017

L'analyse selon les secteurs d'activité, tous types d'emplois confondus, montre que les secteurs primaire et tertiaire offrent respectivement 41,5% et 42,1% des emplois disponibles en 2015. Dans le secteur primaire, les employés se retrouvent pratiquement dans la production vivrière (97,7%). Quant au tertiaire les branches qui ont le plus employé de main d'œuvre sont le commerce (47,8%), les activités d'hébergement et de restauration (12,1%), les activités de services collectifs, sociaux et personnels (12,4%) et les transports routiers et par conduites (7,9%).

Dans le secteur secondaire, qui emploie 16,3% des actifs occupés en 2015, la majorité des emplois se retrouve dans les branches « Fabrication de textiles, d'articles d'habillement et en cuir » (47,5%) et « Travaux de construction » (20,3%).

2.3 Evolution des emplois du PIB

Une croissance économique tirée par la demande intérieure

La demande intérieure est composée des dépenses de consommation finale (des ménages, des administrations publiques et des ISBLSM) et de l'investissement qui est composé de la formation brute de capital fixe (FBCF) et des variations des stocks (VS).

Tableau 4: Evolution des ressources et des emplois du PIB à prix constants, base 100 en 2007

Unité = 1 Million de FCFA

	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 (%)	CC* du PIB en 2015 (%)
Produit intérieur brut (PIB)	1 786 292	1 892 051	2 000 709	5,7	5,7
Importations	1 150 072	1 088 570	1 221 622	12,2	7,0
Total Ressources	2 936 364	2 980 621	3 222 331	8,1	12,8
Consommation finale (CF)	1 631 967	1 744 194	1 870 894	7,3	6,7
Consommation finale privée	1 311 218	1 375 356	1 435 906	4,4	3,2
dont CF des ménages	1 280 256	1 344 474	1 404 248	4,4	3,2
CF des ISBLSM	30 962	30 882	31 658	2,5	0,0
Consommation publique	320 749	368 838	434 988	17,9	3,5
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	483 502	549 917	626 951	14,0	4,1
FBCF Privée	374 951	406 549	439 545	8,1	1,7
FBCF Publique	108 551	143 368	187 406	30,7	2,3
Variation des Stocks	44 277	-28 138	23 057	-181,9	2,7
Exportations	776 618	714 648	701 429	-1,8	-0,7
Total Emplois	2 936 364	2 980 621	3 222 331	8,1	12,8

* Contribution à la croissance

Source: INSEED, 2017

2.3.1 Consommation finale

La consommation finale (CF) constitue la part des ressources destinées à satisfaire les besoins individuels et collectifs des ménages, des administrations publiques et des ISBLSM. La consommation finale ici sous-entend la dépense de consommation finale et non la consommation finale effective.

A prix constants de 2007, la consommation finale s'élève à 1 870,9 milliards de FCFA en 2015 contre 1 744,2 milliards de FCFA en 2014, soit un accroissement de 7,3%. La consommation finale totale de 2015 représente 93,5% du PIB réel et sa contribution à la croissance du PIB est de 6,7 points contre 6,3 points en 2014. Cette hausse s'explique par la progression de la consommation finale des ménages de 4,4% et celle des administrations publiques de 17,9% en 2015. La contribution à la croissance de la consommation finale des ménages est de 3,2 points.

Par rapport au PIB nominal, la consommation finale des ménages représente 70,3% en 2015 contre 72,0% en 2014 et celle du public représente 18,0% en 2015 contre 16,5% en 2014.

L'indice du déflateur du PIB s'établit à 103,7 en 2015 contre 100,1 en 2014 alors que le taux d'inflation déterminé par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est de 1,8% en 2015 contre 0,2% en 2014.

2.3.2 Formation brute de capital fixe (FBCF)

La FBCF représente la valeur des biens et services durables produits ou acquis au cours de la période comptable dont la durée de vie est supérieure à un an.

Tableau 5: Formation brute de capital fixe par produit

Unité : 1 million de FCFA

	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 (%)
	<i>Valeur courante</i>			
Produits agricoles et d'élevage	9 950	11 549	12 967	12,3
Produits des autres activités de l'industrie	257 599	288 070	346 687	20,3
Travaux de construction	268 558	363 760	407 911	12,1
Services aux entreprises	46 630	14 193	5 540	-61,0
Total	582 737	677 572	773 105	14,1
	<i>Valeur constante (base 2007)</i>			
Produits agricoles et d'élevage	7 507	8 369	9 224	10,2
Produits des autres activités de l'industrie	226 693	256 150	312 984	22,2
Travaux de construction	207 662	272 424	299 562	10,0
Services aux entreprises	41 640	12 974	5 181	-60,1
Total	483 502	549 917	626 951	14,0

Source: INSEED, 2017

A prix constants de 2007, la FBCF est passée de 549,9 milliards de FCFA en 2014 à 627,0 milliards de FCFA en 2015, soit une hausse de 14,0% et une contribution à la croissance du PIB réel de 4,1 points. Son poids dans le PIB réel est passé de 29,1% en 2014 à 31,3% en 2015. A prix courants, la FBCF privée représente 66,5% de la FBCF totale et est constituée essentiellement de machines et biens d'équipement. La FBCF publique pour sa part est passée de 195,1 milliards de FCFA à 259,2 milliards de FCFA soit une hausse de 32,9% en 2015 suite à l'accroissement des dépenses d'investissement en travaux publics.

Tableau 6: Evolution de la FBCF de 2013 à 2015 en valeur par secteur institutionnel

Unité = 1 million de FCFA

Secteur	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 (%)
Sociétés non financières (SNF)	236 383	351 077	394 779	12,4
Sociétés financières	45 207	21 887	28 976	32,4
Ménages et Entrepreneurs	158 202	108 997	89 527	-17,9
APU	142 373	195 058	259 208	32,9
ISLBSM	572	553	615	11,2
Ensemble	582 737	677 572	773 105	14,1

Source: INSEED, 2017

L'analyse de la FBCF par produit montre que les produits des autres activités industrielles (machines et équipements) et les travaux de construction constituent l'essentiel (97,6% en valeur courante) de la FBCF.

A prix constants de 2007, la FBCF des produits des autres activités de l'industrie a affiché une croissance de 22,2% et s'établit à 313,0 milliards de FCFA en 2015. La FBCF en travaux de construction quant-à elle progresse de 10,0% et atteint 299,6 milliards de FCFA en 2015 contre 272,4 milliards de FCFA en 2014. Cependant, la FBCF en services aux entreprises affiche une baisse de 60,1% (5,2 milliards en 2015 contre 13,0 milliards de FCFA en 2014).

Au cours de l'année 2015, seuls les Ménages et entrepreneurs individuels ont connu une baisse de leur FBCF en valeur courante de 17,9%. Les autres secteurs institutionnels ont vu leur FBCF augmenter : Sociétés non financières (12,4%) ; Sociétés financières (32,4%) ; les Administrations publiques (32,9%) et ISBLSM (11,2%).

2.3.3 Variations des stocks

Les variations des stocks enregistrent les mouvements des biens autres que ceux en capital qui sont détenus par les producteurs (produits finis ou en cours, matières premières et marchandises).

A prix constants de 2007, l'économie enregistre une variation des stocks de 23,1 milliards en 2015 contre -28,1 milliards de FCFA en 2014. Ces variations de stocks s'expliquent essentiellement par les stocks de produits chimiques (74,8 milliards de FCFA), des produits pétroliers raffinés (-18,7 milliards de FCFA) et des autres produits de l'activité industrielle (13,3 milliards de FCFA).

2.3.4 Echanges extérieurs de biens et services

Les échanges de biens et services (en valeur courante) entre le Togo et le Reste du monde montrent que les importations ont augmenté de 9,5% et les exportations ont diminué de 1,2% par rapport à 2014. Les importations sont passées de 1 304,5 milliards de FCFA en 2014 à 1 429,0 milliards de FCFA en 2015 et les exportations, de 897,2 milliards de FCFA en 2014 à 886,0 milliards de FCFA en 2015. Il en résulte une aggravation du déficit de la balance commerciale qui s'établit à -543,0 milliards de FCFA en 2015 contre -407,3 milliards de FCFA en 2014. En volume, le solde s'est déprécié de près de 146,3 milliards de FCFA passant de -373,9 milliards de FCFA en 2014 à -520,2 milliards de FCFA en 2015. La contribution des échanges extérieurs de biens et services à la croissance économique en 2015 est de -7,7 points.

Le taux d'exportation qui est la part des exportations de biens et services dans le PIB nominal est passé de 39,7% en 2014 à 35,8% en 2015, traduisant une baisse des parts de marché du Togo à l'étranger. Cette baisse signifie que la proportion du PIB consacrée à la satisfaction de la demande étrangère a diminué de 3,9 points de pourcentage durant la période concernée.

Tableau 7: Evolution en valeur des biens et services exportés de 2013 à 2015

Unité = 1 million de F CFA

	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 (%)
Produits de l'agriculture vivrière	3 495	2 842	1 922	-32,4
Produits agricoles pour l'industrie et l'exportation	25 812	28 874	30 411	5,3
Produits de l'exploitation forestière, élevage, pêche	2 233	1 575	689	-56,3
Produits d'extraction	68 370	58 062	60 655	4,5
Produits de l'industrie agroalimentaire	107 128	97 132	104 328	7,4
Textiles, articles d'habillement et articles en cuir	82 611	93 212	82 425	-11,6
Bois, produits de l'édition et d'imprimerie	3 826	7 047	7 103	0,8
Produits des autres activités industrielles	410 482	310 546	262 080	-15,6
Electricité, gaz et eau	67 089	68 444	67 808	-0,9
Services de transports et communication	120 266	131 151	129 076	-1,6
Services financiers	6 992	5 396	2 421	-55,1
Services immobiliers et aux entreprises	21 665	24 749	59 835	141,8
Autres services	72 045	68 134	77 289	13,4
Total	992 014	897 164	886 042	-1,2

Source: INSEED, 2017

La diminution des recettes d'exportations est expliquée par la dégradation de l'exportation des « Produits des autres activités industrielles » (-15,6%), « Textiles, articles d'habillement et articles en cuir » (-11,6%).

Tableau 8: Evolution en valeur des biens et services importés de 2013 à 2015

Unité = 1 million de F CFA

	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 (%)
Produits de l'agriculture vivrière	23 445	19 431	20 696	6,5
Produits agricoles pour l'industrie et l'exportation	163	89	2 116	2277,5
Produits de l'exploitation forestière, élevage, pêche	12 895	9 556	13 417	40,4
Produits d'extraction	7 334	4 718	20 993	345,0
Produits de l'industrie agroalimentaire	158 811	154 686	170 953	10,5
Textiles, articles d'habillement et articles en cuir	91 149	107 525	104 328	-3,0
Bois, produits de l'édition et d'imprimerie	19 820	14 934	20 362	36,3
Produits des autres activités industrielles	902 652	772 716	846 219	9,5
Electricité, gaz et eau	83 257	94 176	93 097	-1,1
Services de transports et communication	56 821	62 390	69 992	12,2
Services financiers	15 134	22 290	24 318	9,1
Services immobiliers et aux entreprises	9 780	12 443	9 194	-26,1
Autres services	33 568	29 538	33 334	12,9
Total	1 414 829	1 304 492	1 429 019	9,5

Source: INSEED, 2017

Cependant, les dépenses d'importation de 2014 à 2015 ont connu une hausse qui s'explique essentiellement par l'augmentation de la demande des « Produits des autres activités industrielles » (9,5%) notamment les produits pétroliers, les machines et équipement, les produits chimiques.

2.4 Analyse des secteurs institutionnels en 2015

Les secteurs institutionnels sont des regroupements d'unités institutionnelles ayant des objectifs et des comportements économiques semblables. On distingue cinq grands secteurs : les ménages et entrepreneurs individuels ; les sociétés non financières ; les sociétés financières ; les Administrations publiques et les ISBLSM.

2.4.1 Ménages et Entrepreneurs individuels

Amélioration du pouvoir d'achat et nette augmentation de l'épargne des ménages

En 2015, le revenu disponible brut (RDB) des ménages et entrepreneurs individuels a connu une augmentation de 13,6%, essentiellement due à une hausse de la rémunération des salariés de 13,0% et à une augmentation de 15,6% des autres transferts courants reçus par les ménages.

Les dépenses de consommation finale des ménages qui représentent 83,0% de leur revenu disponible brut, ont augmenté de 6,7% en lien avec la hausse du revenu disponible brut. La consommation finale des ménages a ainsi progressé en valeur courante pour certains produits comme les Articles d'habillement et chaussures (9,3%), les Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (6,7%) et les Autres produits manufacturés (6,5%).

Le compte de capital des ménages et des entrepreneurs individuels dégage une capacité de financement de 366,6 milliards de FCFA en 2015 contre 199,3 milliards de FCFA en 2014 due à l'effet conjugué de la hausse de l'épargne (+65,3%) et de la baisse de la FBCF (-17,9%). Cet effet conjugué peut être le fait des anticipations adaptatives des ménages qui freinent leurs investissements au profit de l'épargne dans un contexte électoral.

Tableau 9: Evolution en valeur de la consommation finale des ménages selon la nature des dépenses

Unité : 1 Million FCFA

	2013	2014	2015	Evolution 2015/2014 (%)
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	747 508	757 320	808 327	6,7
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	43 811	41 669	43 396	4,1
Articles d'habillement et chaussures	88 335	95 703	104 560	9,3
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	131 016	137 879	144 141	4,5
Biens semi-durables et durables	31 744	34 326	35 371	3,0
Autres produits manufacturés	193 545	207 827	221 270	6,5
Services de Transport et de communication	106 455	115 247	124 521	8
Services d'hébergement et de restauration	112 979	118 795	123 943	4,3
Services financiers	19 041	21 662	23 884	10,3
Services d'éducation	25 411	28 800	30 313	5,3
Services de santé	13 934	15 613	16 034	2,7
Autres biens et services	56 115	52 252	60 991	16,7
Total	1 569 894	1 627 093	1 736 751	6,7

Source: INSEED, 2017

2.4.2 Situation des sociétés non financières (SNF)

Une hausse de la rémunération du facteur capital

L'excédent brut d'exploitation (EBE) a augmenté de 11,0% passant de 379,4 milliards de FCFA en 2014 à 421,3 milliards de FCFA en 2015. Cette augmentation s'explique par la hausse de 13,6% de la valeur ajoutée qui passe de 604,5 milliards de FCFA en 2014 à 686,7 milliards de FCFA en 2015. Les revenus de la propriété versés par les SNF s'élèvent à 509,3 milliards de FCFA en 2015 contre 389,2 milliards de FCFA en 2014, soit une augmentation de 30,9%.

Tableau 10: Quelques indicateurs sur les SNF

Indicateurs (en%)	2013	2014	2015
Part Salariale dans la VAB (RS/VAB)	29,3	35,4	35,6
Taux de Marge (EBE/VAB)	69,2	62,8	61,3
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	39,9	58,1	57,5
Taux d'épargne Brute (EB/VAB)	10,1	-5,8	-20,6
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	25,4	-9,9	-35,8

Source: INSEED, 2017

Une hausse du besoin de financement des SNF

Le solde du compte de capital des SNF présente un besoin de financement de 552,6 milliards de FCFA en 2015 contre 344,3 milliards de FCFA en 2014. Ce résultat est le fait de l'accroissement de la FBCF qui passe de 351,1 milliards de FCFA en 2014 à 394,8 milliards de FCFA en 2015 alors que les SNF enregistrent une épargne brute de -141,2 milliards de FCFA. Les SNF se sont donc endettées pour financer leurs dépenses en capital. Le taux d'investissement qui est la part de la VAB qui finance la FBCF est de 57,5% en 2015 contre 58,1% en 2014. Le taux d'autofinancement qui est la part de la FBCF financée par l'épargne brute est de -35,8% en 2015 contre -9,9% en 2014.

2.4.3 Situation des sociétés financières

Baisse de la capacité de financement suite à l'accroissement des investissements

Les sociétés financières enregistrent une capacité de financement de 52,4 milliards de FCFA en 2015 contre 54,9 milliards de FCFA en 2014. La baisse constatée de leur capacité de financement est imputable à la hausse des investissements réalisés par ces sociétés qui sont passés de 21,9 milliards de FCFA en 2014 à 29,0 milliards de FCFA en 2015.

Tableau 11: Quelques indicateurs sur les SF

Indicateurs (en%)	2013	2014	2015
Part salariale dans la VAB (RS/VAB)	53,7	55,0	51,6
Taux de marge (EBE/VAB)	42,2	39,5	40,5
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	72,0	32,8	36,6
Taux d'épargne Brute (EB/VAB)	85,6	120,0	114,0
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	119,0	366,0	311,6

Source: INSEED, 2017

Le taux de marge des sociétés financières augmente d'un point, passant de 39,5% en 2014 à 40,5% en 2015. Cette augmentation enregistrée dans l'activité de ces sociétés provient pour une grande part des banques qui ont connu une augmentation moins importante de leurs frais de personnels (11,3%) que celle de leur VAB (18,7%) avec pour effet l'augmentation de leur EBE (21,6%).

2.4.4 Administrations publiques (APU) et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

L'épargne brute des APU booste l'investissement

Le secteur des Administrations publiques (APU) regroupe l'ensemble des unités légales, instituées par décision politique et exerçant un pouvoir législatif, judiciaire ou exécutif sur d'autres unités institutionnelles. Les principales fonctions des APU en tant qu'unités institutionnelles, sont (i) d'assumer la responsabilité de la fourniture de biens et de services à la collectivité ou aux ménages individuels, en la finançant par l'impôt ou par d'autres recettes, (ii) de redistribuer le revenu et le patrimoine au moyen de transfert et (iii) de s'engager dans une activité de production non marchande. Les administrations de sécurité sociale et les Institutions sans but lucratif (ISBL) financées et contrôlées par les APU font aussi partie des APU.

La production des APU est évaluée par la somme des coûts. Les coûts concernent essentiellement la Rémunération des salariés (RSa), les dépenses en biens et services et la consommation de capital fixe (CCF). Ainsi, en 2015, la RSa versée par les APU se chiffre à 216,4 milliards de FCFA, en augmentation de 18,5% par rapport au niveau de 2014 ; dans le même temps, les APU dépensent 141,7 milliards de FCFA en biens et services, soit 15,4% de plus qu'en 2014. La résultante est que la production des APU s'établit à 466,0 milliards de FCFA, soit une augmentation de 17,7% par rapport à celle de 2014.

Les APU ont dégagé une VAB de 324,3 milliards de FCFA en 2015, soit une augmentation de 18,8% par rapport à celle de 2014. Les recettes fiscales ayant permis le fonctionnement des APU en 2015 se sont établies à 550,1 milliards de FCFA en augmentation de 18,0% par rapport à celles de 2014. Le taux de pression fiscale, qui exprime le poids des prélèvements obligatoires de l'Etat et des collectivités locales dans le PIB, est de 22,3% en 2015 contre 20,6% en 2014.

Tableau 12: Quelques indicateurs sur les APU

Instrument d'analyse (%)	2013	2014	2015
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	58,0	71,5	79,9
Taux d'épargne (brute) (EB/VAB)	53,1	55,7	76,5
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	91,5	78,0	95,7

Source: INSEED, 2017

Le compte des APU en 2015, enregistre une épargne brute de 248,1 milliards de FCFA, soit une augmentation de 63,1% de plus qu'en 2014. Cette épargne rapportée à la valeur ajoutée brute permet d'obtenir un taux d'épargne de 76,5% pour 2015, le plus fort taux d'épargne depuis 2010.

Après la baisse de 30,2% enregistrée en 2012 (202,2 milliards en 2011 à 141,1 milliards en 2012), la FBCF des APU est en croissance pour la troisième année consécutive. Elle atteint donc 259,2 milliards de FCFA, en augmentation de 32,9% par rapport à son niveau de 2014. Ainsi, le taux d'investissement des APU est de 79,9% en 2015, en augmentation par rapport à celui de 2014 qui est de 71,5%. Le compte de capital des APU en sort alors avec une capacité de financement de 30,5 milliards de FCFA en 2015, presque le triple de celle dégagée en 2014 (10,8 milliards de FCFA).

Capacité de financement des ISBLSM multipliée par trois

Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) sont des entités juridiques ou sociales non marchandes et non contrôlées par le pouvoir public. Les ISBLSM sont créées dans le but de produire des biens ou des services et leur statut ne leur permet pas d'être une source de revenu, de profit ou une autre forme de gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent. Elles fournissent des biens et des services gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs. Les produits fournis par les ISBLSM sont soit destinés à la consommation individuelle (pour la plupart), soit des services collectifs.

Pour les ISBLSM, l'apport à la création de richesse en 2015 est de 31,3 milliards de FCFA. Ce montant représente 5,9% de croissance par rapport à la VAB de 2014. Le revenu disponible brut des ISBLSM se chiffre à 26,3 milliards de FCFA en 2015. Les ISBLSM versent des transferts sociaux en nature pour 38,1 milliards de FCFA et bénéficient de transferts en capital pour 20,7 milliards de FCFA. Cela leur permet de dégager une capacité de financement de 9,5 milliards de FCFA en 2015 contre 3,2 milliards de FCFA en 2014.

2.5 Compte du Reste du monde

L'analyse du solde du compte de capital du Reste du monde permet de constater qu'en 2015, l'économie dégage un besoin de financement de 92,2 milliards de FCFA soit 3,7% du PIB nominal en augmentation par rapport à 2014 où il était de 76,0 milliards de FCFA. Cet accroissement du besoin de financement est essentiellement dû à l'aggravation du déficit du solde des échanges extérieurs de biens et services.

Tableau 13: Compte du Reste du monde de 2013 à 2015

	<i>Unité : 1 Million FCFA</i>		
	2013	2014	2015
<i>Compte de production</i>			
Ressources	1 414 829	1 304 492	1 429 019
Importations	1 414 829	1 304 492	1 429 019
Emplois	992 014	897 164	886 042
Exportations	992 014	897 164	886 042
Solde des échanges extérieurs de Biens et Services	422 815	407 328	542 977
<i>Compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants</i>			
Ressources	671 150	646 433	751 881
<i>Solde des échanges extérieurs de Biens et Services</i>	422 815	407 328	542 977
Rémunération des salariés	16 486	12 803	12 734
Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0
Revenus de la propriété (hors SIFIM)	124 289	125 876	117 032
Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0
Contributions sociales	5 517	1 539	2 103
Prestations sociales autres qu'en nature	258	219	298
Autres transferts courants	101 785	98 668	76 737
Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0
Emplois	390 411	412 876	500 262
Rémunération des salariés	27 566	26 539	27 864
Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0
Revenus de la propriété (hors SIFIM)	120 514	127 748	177 918
Impôts courants sur les revenus et le capital	41	1 230	79
Contributions sociales	112	57	472
Prestations sociales autres qu'en nature	3 290	3 427	152
Autres transferts courants	238 888	253 875	293 777
Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0
Solde des opérations courantes avec l'extérieur	280 739	233 557	251 619
<i>Compte de capital</i>			
Ressources	123 855	76 019	92 227
Solde des opérations courantes avec l'extérieur	280 739	233 557	251 619
Transferts en capital à recevoir (+)	0	7 381	9 752
Transferts en capital à payer (-)	-156 884	-164 919	-169 144
Variations de valeur nette dues à l'épargne...	0	0	0
Emplois	0	0	0
Capacité/Besoin de financement	123 855	76 019	92 227

Source: INSEED, 2017

En 2015, le solde des échanges extérieurs de biens et services se dégrade à -543,0 milliards de FCFA contre -407,3 milliards de FCFA en 2014 du fait de la hausse des importations de 9,5% et de la baisse des exportations de 1,2% par rapport à celui de 2014. Le solde du compte des

opérations courantes avec l'extérieur est de -251,6 milliards de FCFA en 2015, indiquant ainsi que le Togo a reçu plus de revenus primaires et de transferts courants qu'il en a versé au Reste du monde.

Encadré 1: Migration au SCN 2008

Le Système de comptabilité nationale (SCN) est un ensemble de recommandations standard approuvé au plan international concernant la méthode de compilation des mesures de l'activité économique en conformité avec des conventions comptables précises basées sur des principes économiques. Ce Système a connu des évolutions au cours du temps donnant lieu à différentes générations de normes internationales en la matière qui sont :

- ✓ le rapport technique de 1947 contenant les recommandations des Nations Unies donnant lieu au premier système de comptabilité nationale détaillé et entièrement travaillé;
- ✓ les recommandations de l'OECE de 1951 et 1952, le standard des Nations unies de 1953 (SCN 1953);
- ✓ le Standard de 1968 (SCN 1968), le Standard européen de 1970 (SEC 1970) et le Système de produit matériel de 1969 (SPM69) pour les pays communistes;
- ✓ le Standard conjoint de 1993 par les Organisations Internationales (SCN de 1993 par l'ONU, le FMI, la Banque Mondiale, l'OCDE et de la CE) et le standard européen de 1995 (SEC95);
- ✓ le Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) qui est une version mise à jour du SCN 1993.

Après la mise en œuvre du SCN 1993 avec succès, le Togo se propose de se conformer aux normes internationales à travers l'élaboration d'une nouvelle année de base conformément au SCN 2008. Le SCN 2008 a été préparé sous l'égide du Groupe de travail inter secrétariat sur la comptabilité nationale (ISWGNA), qui regroupe cinq organisations : l'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat), le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Division de statistique des Nations Unies et les commissions régionales du Secrétariat des Nations Unies, ainsi que la Banque mondiale.

Le SCN 2008 par rapport au SCN 1993, comporte un certain nombre d'innovations. Il s'agit des clarifications apportées sur certaines questions; des propositions de nouveaux traitements sur les nouveaux aspects de l'économie et de la prise en compte des développements de l'environnement économique, des avancées de la recherche méthodologique et des besoins des utilisateurs. Ainsi, le passage au SCN 2008 s'est fait à travers la révision de 44 points dans le SCN 1993 regroupés en 6 points essentiels à savoir :

- ❖ Les définitions et concepts, notamment celui du secteur institutionnel;
- ❖ l'élargissement de la frontière de la production;
- ❖ l'extension de la notion d'actif et de la formation brute de capital fixe;
- ❖ les instruments financiers et actifs;
- ❖ le champ des opérations des Administrations publiques et
- ❖ l'harmonisation du SCN 2008 avec le sixième manuel de la balance de paiements (MBP6).

Le passage au SCN 2008 est un processus comportant plusieurs actions complexes qui méritent d'être clairement identifiées, planifiées, programmées et budgétisées au moyen d'une stratégie élaborée. La mise en œuvre de cette stratégie nécessitera, outre les ressources financières, humaines, techniques et matérielles, une collaboration et une implication de tous les membres du système statistique national en général et en particulier des fournisseurs des données statistiques et comptables. La mise en œuvre du SCN 2008 aura des effets directs ou indirects sur le PIB et l'ensemble des agrégats macroéconomiques.

ANNEXES

Annexe 1: Ventilation de la valeur ajoutée par branche d'activités à prix courants

Unité = 1 million de FCFA	2 013	2 014	2 015	Poids dans le PIB 2015(%)	Evolution en 2015 (%)	Contribution à la croissance en 2015 (%)
Secteur primaire	567 190	580 204	602 471	24,4	3,8	1,0
Agriculture	444 316	452 084	463 758	18,8	2,6	0,5
- Culture de produits vivriers	403 307	399 917	413 714	16,7	3,4	0,6
- Culture de produits de rente	41 009	52 167	50 044	2,0	-4,1	-0,1
Elevage, Chasse	67 870	70 742	76 328	3,1	7,9	0,2
Pêche	19 502	19 785	22 365	0,9	13,0	0,1
Sylviculture	35 502	37 593	40 020	1,6	6,5	0,1
Secteur secondaire	359 653	365 353	385 418	15,6	5,5	0,9
Industries extractives	61 244	55 303	66 209	2,7	19,7	0,5
- Extraction des Phosphates	42 242	34 765	48 203	2,0	38,7	0,6
- Autres activités extractives	19 002	20 538	18 006	0,7	-12,3	-0,1
Industries manufacturières	167 881	167 666	168 254	6,8	0,4	0,0
- Agroalimentaires, Boissons, Tabacs	59 093	57 178	57 557	2,3	0,7	0,0
- Fabrication de textiles, d'habillement, de chaussures et travail du cuir	12 171	8 502	8 413	0,3	-1,0	0,0
- Activités de travail du bois, Fabrication de papier, cartons et articles en papier, carton, Edition et imprimerie	14 860	16 354	17 604	0,7	7,6	0,1
- Activités des industries chimiques	25 242	23 916	26 634	1,1	11,4	0,1
- Matériaux de construction	38 771	44 769	44 682	1,8	-0,2	0,0
- Activités de métallurgie de base et ouvrages en métaux	8 299	3 213	6 355	0,3	97,8	0,1
- Fabrication de machines et de matériels divers	1 260	2 288	2 567	0,1	12,2	0,0
- Autres activités manufacturières et de récupération	8 185	11 446	4 442	0,2	-61,2	-0,3
Electricité, Eau et Gaz	49 859	52 678	61 042	2,5	15,9	0,4
Construction	80 669	89 706	89 913	3,6	0,2	0,0
Secteur tertiaire	936 382	985 762	1 086 034	43,9	10,2	4,4
Commerce	187 966	175 006	167 842	6,8	-4,1	-0,3
Activités d'hébergement et de restauration	21 247	24 695	19 174	0,8	-22,4	-0,2
Transports, entrepôts et réparation	105 730	111 964	118 606	4,8	5,9	0,3
Poste et Télécommunications	122 408	136 775	144 604	5,9	5,7	0,3
Activités financières	68 475	73 577	91 836	3,7	24,8	0,8
Activités de services immobiliers	111 497	117 687	126 327	5,1	7,3	0,4
Activités de services aux entreprises	57 977	55 496	71 601	2,9	29,0	0,7
Administration publique	164 037	173 858	225 940	9,1	30,0	2,3
Education	88 189	106 326	99 710	4,0	-6,2	-0,3
Santé et action sociale	15 716	17 871	17 333	0,7	-3,0	0,0
Activités de services collectifs et personnels	54 240	53 970	65 379	2,6	21,1	0,5
SIFIM	-61 100	-61 463	-62 318	-2,5	1,4	0,0
TOTAL BRANCHE	1 863 225	1 931 319	2 073 923	83,9	7,4	6,3
Impôts et taxes nets de subvention	271 239	327 728	397 854	16,1	21,4	3,1
Impôts et taxes hors TVA (Net de Subventions)	87 227	117 479	155 430	6,3	32,3	1,7
TVA non déductible	184 012	210 249	242 424	9,8	15,3	1,4
Produit Intérieur Brut (PIB)	2 134 464	2 259 047	2 471 777	100,0	9,4	9,4

Annexe 2: Valeur ajoutée brute par branche d'activités (à prix constants base 2007)

Unité = 1 million de FCFA	2 013	2 014	2 015	Poids dans le PIB 2015	Evolution en 2015 (%)	Contribution à la croissance en 2015 (%)
Secteur primaire	390 871	419 794	419 831	21,0	0,0	0,0
Agriculture	292 267	319 296	312 746	15,6	-2,1	-0,3
- Culture de produits vivriers	264 274	284 713	279 019	13,9	-2,0	-0,3
- Culture de produits de rente	27 993	34 583	33 727	1,7	-2,5	0,0
Elevage, Chasse	56 428	57 125	61 108	3,1	7,0	0,2
Pêche	11 901	12 347	13 858	0,7	12,2	0,1
Sylviculture	30 275	31 026	32 119	1,6	3,5	0,1
Secteur secondaire	339 205	342 459	347 922	17,4	1,6	0,3
Industries extractives	12 884	14 033	8 252	0,4	-41,2	-0,3
- Extraction des Phosphates	1 557	1 572	1 802	0,1	14,6	0,0
- Autres activités extractives	11 327	12 461	6 450	0,3	-48,2	-0,3
Industries manufacturières	220 238	230 862	238 614	11,9	3,4	0,4
- Agroalimentaires, Boissons, Tabacs	84 714	86 278	82 088	4,1	-4,9	-0,2
- Fabrication de textiles, d'habillement, de chaussures et travail du cuir	12 475	8 580	8 131	0,4	-5,2	0,0
- Activités de travail du bois, Fabrication de papier, cartons et articles en papier, carton, Edition et imprimerie	15 378	18 009	19 008	1,0	5,5	0,1
- Activités des industries chimiques	26 674	27 386	28 444	1,4	3,9	0,1
- Matériaux de construction	62 237	69 128	72 475	3,6	4,8	0,2
- Activités de métallurgie de base et ouvrages en métaux	13 753	10 995	20 628	1,0	87,6	0,5
- Fabrication de machines et de matériels divers	2 260	5 284	6 125	0,3	15,9	0,0
- Autres activités manufacturières et de récupération	2 747	5 202	1 715	0,1	-67,0	-0,2
Electricité, Eau et Gaz	63 199	65 560	74 738	3,7	14,0	0,5
Construction	42 884	32 004	26 318	1,3	-17,8	-0,3
Secteur tertiaire	834 831	891 497	951 019	47,5	6,7	3,1
Commerce	149 890	150 132	144 698	7,2	-3,6	-0,3
Activités d'hébergement et de restauration	9 414	7 355	5 295	0,3	-28,0	-0,1
Transports, entrepôts et réparation	107 961	119 676	104 548	5,2	-12,6	-0,8
Poste et Télécommunications	112 624	129 504	139 169	7,0	7,5	0,5
Activités financières	72 579	96 699	132 291	6,6	36,8	1,9
Activités de services immobiliers	94 532	96 327	99 377	5,0	3,2	0,2
Activités de services aux entreprises	45 412	43 675	49 747	2,5	13,9	0,3
Administration publique	153 462	159 701	208 055	10,4	30,3	2,6
Education	88 320	101 719	91 124	4,6	-10,4	-0,6
Santé et action sociale	17 077	19 194	18 621	0,9	-3,0	0,0
Activités de services collectifs et personnels	49 418	48 845	56 262	2,8	15,2	0,4
SIFIM	-65 858	-81 330	-98 168	-4,9	20,7	-0,9
TOTAL BRANCHE	1 564 907	1 653 750	1 718 772	85,9	3,9	3,4
Impôts et taxes nets de subvention	221 385	238 301	281 937	14,1	18,3	2,3
Impôts et taxes hors TVA (Net de Subventions)	64 949	80 447	101 584	5,1	26,3	1,1
TVA non déductible	156 436	157 854	180 353	9,0	14,3	1,2
Produit Intérieur Brut (PIB)	1 786 292	1 892 051	2 000 709	100,0	5,7	5,7

Annexe 3: Matrice emploi 2015

Branche d'activités	Salariés		Entrepreneurs individuels		Aides familiaux	Total de la branche
	Salariés déclarés	Salariés non déclarés	Patrons	Pour compte propre		
Agriculture vivrière	62	2735	4	893 908	165 406	1 062 115
Culture de produits pour l'industrie et l'exportation	0	3 659	0	0	0	3 659
Elevage	21	3 087	4	4 953	3 857	11 922
Chasse	0	0	0	490	35	525
Exploitation forestière, cueillette	225	923	6	767	128	2 049
Pêche	0	363	2	6 826	126	7 317
Extraction de phosphates	1 489	562	2	0	0	2 053
Autres activités extractives	451	6 032	14	0	0	6 497
Abattage, transformation viande ; conserve de poisson	72	2 578	2	85	191	2 928
Fabrication des corps gras	430	270	10	925	139	1 774
Fabrication de boissons	1 360	905	20	11 504	435	14 224
Travail grains et fabrication d'aliments pour animaux ; de produit amylacés	308	1 198	2	1 706	177	3 391
Fabrication d'autres produits alimentaires	1 021	1 864	229	6 168	1 171	10 453
Egrenage de coton	1 570	0	2	0	0	1 572
Fabrication d'autres articles textiles, art habillement, de chaussures	67	1 748	127	127 666	73 658	203 266
Travail du bois	492	5 513	26	14 196	3 902	24 129
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton	151	0	10	0	0	161
Edition, imprimerie et reproduction et enregistrements sonores	862	93	82	922	278	2 237
Fabrication de produits chimiques	7 399	1 904	202	1 441	381	11 327
Fabrication de matériaux de construction	869	31	38	1 894	333	3 165
Fabrication de produits métallurgiques ; d'ouvrages simples en métal	1 159	249	242	17 252	5 811	24 713
Fabrication de machines et de matériels divers	461	68	8	228	47	812
Activités manufacturières diverses et récupération	3 821	495	293	16 210	3 186	24 005
Production et distribution d'électricité, de gaz, d'eau	2 409	27	10	2 169	0	4 615
Construction	10 825	6 451	472	54 701	14 295	86 744
Commerce	34 664	15 723	6 150	451 896	18 765	527 198
Réparation	71	1 009	54	30 781	7 704	39 619
Activités d'hébergement et de restauration	9 571	6 510	490	111 224	5 800	133 595
Transports routiers et par conduite	462	12 961	1 543	62 396	9 729	87 091
Transports aériens	509	0	3	0	0	512
Autres transports	75	1 131	2	780	97	2 085
Production de services auxiliaires des transports	4 875	0	243	0	0	5 118
Activités de poste et de courrier ; télécommunications	4 737	0	39	0	0	4 776
Intermédiation monétaire et financière	10 577	0	0	0	0	10 577
Assurance	2 168	0	0	0	0	2 168
Activités d'auxiliaires financiers et d'assurance	1 747	0	42	0	0	1 789
Activités immobilières	265	1 261	57	3 987	66	5 636
Activités de services aux entreprises	7 802	808	2 806	11 316	1 214	23 946
Administration publique	27 950	0	0	0	0	27 950
Education	58 577	4 647	486	0	0	63 710
Activité de santé et action sociale	15 602	146	298	13 715	747	30 508
Activités à caractère collectif ou personnel	12 328	26 641	967	76 989	20 476	137 401
Total Economie par type d'emplois	227 504	111 592	14 987	1 927 095	338 154	2 619 332

Annexe 4. 5: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) 2014

	Total	Compte B&S	Compte	OS1	OS1005	OS1004	OS1003	OS1002	OS1001	OS1008	Opérations et						OS1008	OS1001	OS1002	OS1003	OS1004	OS1005	OS1	Compte	Compte B&S	Total		
		Ressources	Reste du monde	Economie Totale	isbl	Ménages	Apu_Sécu	IF	SQ\$nonFin	Unité fictive	soldes comptables						Unité fictive	SQ\$nonFin	IF	Apu_Sécu	Ménages	isbl	Economie Totale	Reste du monde	Emplois			
Compte : I Production ou Compte extérieur Biens & Services	1 304 492	1 304 492									OP7	Importations											1 304 492		1 304 492	Compte : I Production ou Compte extérieur Biens & Services		
	897 164		897 164								OP6	Exportations												897 164	897 164			
	4 096 552	4 096 552									OP1	Production	0	1 755 789	117 174	395 750	1 792 884	34 955			4 096 552			4 096 552				
	2 165 233			2 165 233	5 441	773 804	122 771	50 417	1 151 337	61 463	OP2	Consommation intermédiaire													2 165 233		2 165 233	
	327 728	327 728									D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	
	1 931 319			1 931 319	29 514	1 019 080	272 979	66 757	604 452	-61 463	B01	Valeur ajoutée brute	-61 463	604 452	66 757	272 979	1 019 080	29 514			1 931 319						1 931 319	Compte : II.1.1
	407 328		407 328								B11	Solde des échanges extérieurs de Biens & Services												407 328	407 328		Compte d'exploitation	
Compte : II.1.1 Compte d'exploitation	567 971		26 539	541 432	16 949	91 189	182 666	36 742	213 886	0	OD1	Rémunération des salariés	0	0	0	0	555 168	0			555 168	12 803		567 971	Compte : II.1.2 Compte d'affectation des revenus primaires			
	16 159		0	16 159	-216	1 557	25	3 642	11 151	0	D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0	343 887	0	0			343 887	0		343 887				
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	327 728	0	0			327 728	0		327 728				
	16 159		0	16 159	-216	1 557	25	3 642	11 151	0	D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	0	0	0	16 159	0	0			16 159	0		16 159				
	1 373 728			1 373 728	12 781	926 334	90 288	26 373	379 415	-61 463	BOA	Revenu d'exploitation	-61 463	379 415	26 373	90 288	926 334	12 781			1 373 728					1 373 728		
Compte : II.1.2 Compte d'affectation des revenus primaires	61 463			61 463	0	0	0	61 463	0	0	OD400A	Ajustement pour services bancaires imputés	61 463	0	0	0	0	0			61 463			61 463				
	646 162		127 748	518 414	0	21 668	52 953	54 617	389 176	0	D4	Revenus de la propriété (hors SIFIM)	0	83 230	180 832	34 054	222 155	15			520 286	125 876		646 162				
	2 274 655			2 274 655	12 796	1 681 989	415 276	91 125	73 469	0	B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	0	73 469	91 125	415 276	1 681 989	12 796			2 274 655				2 274 655			
Compte : II.2 Compte de distribution secondaire du revenu	98 122		1 230	96 892	0	39 253	0	5 085	52 554	0	OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0	98 122	0	0			98 122	0		98 122	Compte : II.2 Compte de distribution secondaire du revenu			
	67 796		57	67 739	0	67 739	0	0	0	0	OD6001	Contributions sociales	0	0	0	66 257	0	0			66 257	1 539		67 796				
	52 954		3 427	49 527	0	0	49 308	0	219	0	OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0	0	0	52 735	0	0			52 735	219		52 954				
	617 735		253 875	363 860	31 046	66 718	124 673	36 736	104 687	0	OD7	Autres transferts courants	0	49 154	30 807	120 158	281 980	36 968			519 067	98 668		617 735				
	2 432 818			2 432 818	18 718	1 842 994	525 832	80 111	-34 837	0	B06	Revenu disponible brut	0	-34 837	80 111	525 832	1 842 994	18 718			2 432 818					2 432 818	Compte : II.3	
Compte : II.3 Compte de redistribution du revenu en nature	148 048			148 048	34 955	0	113 093	0	0	0	OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0	0	148 048	0			148 048			148 048	Compte : II.3 Compte de redistribution du revenu en nature			
	2 432 818			2 432 818	-16 237	1 991 042	412 739	80 111	-34 837	0	B07	Revenu disponible ajusté	0	-34 837	80 111	412 739	1 991 042	-16 237			2 432 818					2 432 818		
Compte : II.4 Compte d'utilisation du revenu	0										B06	Revenu disponible brut	0	-34 837	80 111	525 832	1 842 994	18 718			2 432 818				2 432 818	Compte : II.4 Compte d'utilisation du revenu		
	2 035 742			2 035 742	34 955	1 627 093	373 694	0	0	0	OP3	Dépense de consommation finale											2 035 742	2 035 742				
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0	0	0	0			0	0		0				
	397 076			397 076	-16 237	215 901	152 138	80 111	-34 837	0	B08	Épargne brute	0	-34 837	80 111	152 138	215 901	-16 237			397 076				397 076			
233 557		233 557									B12	Solde des opérations courantes avec l'étranger											233 557	233 557				
Compte : III.1 Compte de capital	677 572			677 572	553	108 997	195 058	21 887	351 077	0	P51	Formation Brute de capitale Fixe												677 572	677 572	Compte : III.1 Compte de capital		
	-46 939			-46 939	0	-1 531	-46	0	-45 362	0	P52	Variation de stocks												-46 939	-46 939			
	0		0	0	0	-30 513	161	3 350	27 002	0	AN2	Actifs non produits												0	0			
	0										OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	0	23 255	75	61 619	67 716	20 025			172 690	7 381		180 071				
	0										OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	0	0	0	-7 771	-7 381	0			-15 152	-164 919		-180 071				
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	ODZ	Opérations transitoires	0	0	0	0	0	0			0	0	0	0	0			
	0											B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	0	-11 582	80 186	205 986	276 236	3 788			554 614	76 019		630 633			
0		76 019	-76 019	3 235	199 283	10 813	54 949	-344 299	0	B09	Capacité ou besoin de financement																	

Annexe 4. 6: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) 2015

	Total	Compte B&S	Compte	OS1	OS1005	OS1004	OS1003	OS1002	OS1001	OS1008	Opérations et						OS1008	OS1001	OS1002	OS1003	OS1004	OS1005	OS1	Compte	Compte B&S	Total		
		Ressources	Reste du monde	Economie Totale	isbl	Ménages	Apu_Sécu	IF	SQ\$nonFin	Unité fictive	soldes comptables						Unité fictive	SQ\$nonFin	IF	Apu_Sécu	Ménages	isbl	Economie Totale	Reste du monde	Emplois			
Compte : I Production ou Compte extérieur Biens & Services	1 429 019	1 429 019									OP7	Importations											1 429 019		1 429 019	Compte : I Production ou Compte extérieur Biens & Services		
	886 042		886 042								OP6	Exportations												886 042	886 042			
	4 545 855	4 545 855									OP1	Production	0	2 078 479	128 563	465 978	1 835 978	36 857		4 545 855					4 545 855			
	2 471 932			2 471 932	5 589	821 247	141 668	49 328	1 391 782	62 318	OP2	Consommation intermédiaire													2 471 932		2 471 932	
	397 854	397 854									D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	0	0	0	0		0				0		0	
	2 073 923			2 073 923	31 268	1 014 731	324 310	79 235	686 697	-62 318	B01	Valeur ajoutée brute	-62 318	686 697	79 235	324 310	1 014 731	31 268		2 073 923							2 073 923	
	542 977		542 977								B11	Solde des échanges extérieurs de Biens & Services												542 977			542 977	Compte : II.1.1 Compte d'exploitation
Compte : II.1.1 Compte d'exploitation	640 119		27 864	612 255	17 325	92 958	216 381	40 898	244 693	0	OD1	Rémunération des salariés	0	0	0	0	627 385	0	627 385		12 734			640 119		Compte : II.1.2 Compte d'affectation des revenus primaires		
	29 805		0	29 805	-180	2 678	334	6 257	20 716	0	D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0	427 659	0	0	427 659		0			427 659				
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	397 854	0	0	397 854		0			397 854				
	29 805		0	29 805	-180	2 678	334	6 257	20 716	0	D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	0	0	0	29 805	0	0	29 805		0			29 805				
	1 431 863			1 431 863	14 123	919 095	107 595	32 080	421 288	-62 318	B0A	Revenu d'exploitation	-62 318	421 288	32 080	107 595	919 095	14 123		1 431 863					1 431 863			
Compte : II.1.2 Compte d'affectation des revenus primaires	62 318			62 318	0	0	0	62 318	0	0	OD400A	Ajustement pour services bancaires imputés	62 318	0	0	0	0	0	62 318					62 318		Compte : II.2 Compte de distribution secondaire du revenu		
	849 768		177 918	671 850	0	24 172	59 516	78 875	509 287	0	D4	Revenus de la propriété (hors SIFIM)	0	80 906	209 971	38 317	403 524	18	732 736		117 032			849 768				
	2 547 793			2 547 793	14 141	1 925 832	514 055	100 858	-7 093	0	B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	0	-7 093	100 858	514 055	1 925 832	14 141		2 547 793					2 547 793			
Compte : II.2 Compte de distribution secondaire du revenu	101 209		79	101 130	0	39 818	12	3 317	57 983	0	OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0	101 209	0	0	101 209		0			101 209		Compte : II.3 Compte de redistribution du revenu en nature		
	92 032		472	91 560	0	91 560	0	0	0	0	OD6001	Contributions sociales	0	4 679	742	84 102	78	328	89 929		2 103			92 032				
	58 665		152	58 513	339	78	52 271	869	4 956	0	OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0	0	0	58 367	0		58 367		298			58 665				
	658 293		293 777	364 516	31 254	83 750	104 224	37 519	107 769	0	OD7	Autres transferts courants	0	31 918	30 398	149 939	325 910	43 391		581 556		76 737			658 293			
	2 763 135			2 763 135	26 267	2 094 981	692 798	90 293	-141 204	0	B06	Revenu disponible brut	0	-141 204	90 293	692 798	2 094 981	26 267		2 763 135							2 763 135	
Compte : II.3 Compte de redistribution du revenu en nature	144 303			144 303	38 061	0	106 242	0	0	0	OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0	0	144 303	0		144 303					144 303			
	2 763 135			2 763 135	-11 794	2 239 284	586 556	90 293	-141 204	0	B07	Revenu disponible ajusté	0	-141 204	90 293	586 556	2 239 284	-11 794		2 763 135						2 763 135		
Compte : II.4 Compte d'utilisation du revenu	0										B06	Revenu disponible brut	0	-141 204	90 293	692 798	2 094 981	26 267		2 763 135					2 763 135		Compte : II.4 Compte d'utilisation du revenu	
	2 218 266			2 218 266	36 857	1 736 751	444 658	0	0	0	OP3	Dépense de consommation finale												2 218 266	2 218 266			
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0	0	0	0	0		0			0	0			
	544 869			544 869	-10 590	358 230	248 140	90 293	-141 204	0	B08	Épargne brute	0	-141 204	90 293	248 140	358 230	-10 590		544 869						544 869		
	251 619		251 619								B12	Solde des opérations courantes avec l'étranger											251 619		251 619			
Compte : III.1 Compte de capital	773 105			773 105	615	89 527	259 208	28 976	394 779	0	P51	Formation Brute de capitale Fixe												773 105	773 105	Compte : III.1 Compte de capital		
	23 383			23 383	0	627	10	0	22 746	0	P52	Variation de stocks												23 383	23 383			
	0		0	0	0	-21 601	-216	8 972	12 845	0	AN2	Actifs non produits												0	0			
	0										OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	0	18 947	93	62 447	78 314	20 709		180 510		9 752			190 262			
	0										OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	0	0	0	-21 118	0	0		-21 118		-169 144			-190 262			
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	ODZ	Opérations transitoires	0	0	0	0	0	0		0		0		0	0			
	0										B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	0	-122 257	90 386	289 469	436 544	10 119		704 261		92 227			796 488			
	0		92 227	-92 227	9 504	367 991	30 467	52 438	-552 627	0	B09	Capacité ou besoin de financement																

Annexe 5: Macro-matrice de comptabilité sociale (MCS) agrégée du Togo pour 2015

TOGO	Activités	Marges	Produits	Facteurs	Institutions	Capital	Reste du Monde	Total
	1	2	3	4	5	6	7	
1 Activités			4 545 855					4 545 855
2 Marges			0					0
3 Produits	2 471 932				2 218 266	796 488	886 042	6 372 728
4 Facteurs	2 044 118						27 864	2 071 982
5 Institutions	29 805		397 854	2 059 248	1 153 717		472 398	4 113 022
6 Capital					544 869		251 619	796 488
7 Reste du Monde			1 429 019	12 734	196 170			1 637 923
Total	4 545 855	0	6 372 728	2 071 982	4 113 022	796 488	1 637 923	

Annexe 6: Equilibre Ressources - emplois de l'économie de 2000 à 2015

- à prix courants

Unité = 1 million de FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)	1 059 553	1 085 734	1 183 959	1 226 968	1 191 780	1 202 931	1 228 528	1 274 416	1 482 360	1 589 243	1 696 878	1 824 891	1 977 542	2 134 464	2 259 047	2 471 777
Importations	428 574	473 883	504 416	557 228	577 162	616 108	634 354	658 554	746 233	797 940	905 544	1 176 527	1 170 813	1 414 829	1 304 492	1 429 019
Total Ressources	1 488 127	1 559 617	1 688 375	1 784 196	1 768 942	1 819 039	1 862 882	1 932 970	2 228 593	2 387 183	2 602 422	3 001 418	3 148 355	3 549 293	3 563 539	3 900 796
Consommation finale (CF)	943 822	990 612	1 041 223	1 072 220	1 056 350	1 131 491	1 189 607	1 253 034	1 429 604	1 486 745	1 594 057	1 735 815	1 793 383	1 925 829	2 035 742	2 218 266
Consommation finale privée	811 520	844 708	916 010	938 996	924 836	975 090	1 005 348	1 079 366	1 244 993	1 304 751	1 367 306	1 427 394	1 490 777	1 603 962	1 662 048	1 773 608
<i>dont CF des ménages</i>								1 057 357	1 219 797	1 278 834	1 340 871	1 399 723	1 459 483	1 569 894	1 627 093	1 736 751
<i>CF des ISBL-SM</i>								22 009	25 196	25 917	26 435	27 671	31 294	34 068	34 955	36 857
Consommation publique	132 302	145 904	125 213	133 224	131 514	156 401	184 259	173 668	184 611	181 994	226 751	308 421	302 606	321 867	373 694	444 658
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	155 559	167 390	187 754	196 732	179 215	193 198	220 672	225 053	266 658	321 071	359 596	507 735	504 447	582 737	677 572	773 105
FBCF Privée	108 821	128 552	160 226	170 125	145 067	141 987	155 307	191 273	218 009	224 322	220 527	305 518	363 384	440 364	482 514	513 897
FBCF Publique	46 738	38 838	27 528	26 607	34 148	51 211	65 365	33 780	48 649	96 749	139 069	202 217	141 063	142 373	195 058	259 208
Variation des Stocks	89 767	87 222	100 981	112 763	136 654	66 611	18 064	18 959	23 763	14 360	6 698	-38 435	-43 430	48 713	-46 939	23 383
Exportations	298 979	314 393	358 417	402 481	396 723	427 739	434 539	435 924	508 568	565 007	642 071	796 303	893 955	992 014	897 164	886 042
Total Emplois	1 488 127	1 559 617	1 688 375	1 784 196	1 768 942	1 819 039	1 862 882	1 932 970	2 228 593	2 387 183	2 602 422	3 001 418	3 148 355	3 549 293	3 563 539	3 900 796

- à prix constant (base 100 en 2007)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)	1 191 224	1 201 033	1 246 992	1 330 792	1 317 768	1 256 277	1 289 570	1 274 416	1 326 186	1 399 629	1 484 983	1 580 009	1 683 397	1 786 292	1 892 051	2 000 709
Importations	602 694	619 264	658 811	744 460	724 933	668 185	632 057	658 554	679 502	723 361	795 666	1 010 354	974 076	1 150 072	1 088 570	1 221 622
Total Ressources	1 793 917	1 820 297	1 905 804	2 075 252	2 042 702	1 924 462	1 921 627	1 932 970	2 005 688	2 122 990	2 280 649	2 590 363	2 657 473	2 936 364	2 980 621	3 222 331
Consommation finale (CF)	1 080 364	1 110 968	1 126 567	1 184 556	1 166 464	1 151 073	1 209 137	1 253 034	1 290 825	1 326 378	1 414 508	1 533 962	1 546 167	1 631 967	1 744 194	1 870 894
Consommation finale privée	927 227	931 116	973 333	1 026 774	1 010 911	968 460	1 012 232	1 079 366	1 113 727	1 149 004	1 192 143	1 224 491	1 242 773	1 311 218	1 375 356	1 435 906
<i>dont CF des ménages</i>								1 057 357	1 088 639	1 123 003	1 165 641	1 197 420	1 212 476	1 280 256	1 344 474	1 404 248
<i>CF des ISBL-SM</i>								22 009	25 088	26 001	26 502	27 071	30 297	30 962	30 882	31 658
Consommation publique	153 137	179 852	153 233	157 782	155 554	182 613	196 906	173 668	177 098	177 374	222 365	309 471	303 394	320 749	368 838	434 988
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	199 090	207 350	214 987	233 766	215 541	233 073	254 174	225 053	248 305	289 233	317 331	428 800	426 522	483 502	549 917	626 951
FBCF Privée	133 909	154 540	180 369	198 736	170 455	165 684	173 756	191 273	204 368	203 312	204 746	265 502	314 382	374 951	406 549	439 545
FBCF Publique	65 181	52 810	34 619	35 030	45 087	67 390	80 418	33 780	43 937	85 921	112 585	163 298	112 140	108 551	143 368	187 406
Variation des Stocks	118 113	115 831	136 377	156 618	187 763	73 384	18 818	18 959	20 357	13 546	5 968	-30 959	-37 462	44 277	-28 138	23 057
Exportations	396 350	386 149	427 873	500 312	472 933	466 932	439 498	435 924	446 201	493 833	542 842	658 560	722 246	776 618	714 648	701 429
Total Emplois	1 793 917	1 820 297	1 905 804	2 075 252	2 042 702	1 924 462	1 921 627	1 932 970	2 005 688	2 122 990	2 280 649	2 590 363	2 657 473	2 936 364	2 980 621	3 222 331

Annexe 7: Aperçu méthodologique

La comptabilité nationale fournit une évaluation complète de toutes les activités économiques qui se sont déroulées dans un pays au cours d'une période donnée. Les comptes nationaux sont élaborés suivant une méthodologie internationale énoncée dans le système de comptabilité nationale des Nations Unies (SCN). Le SCN est «l'ensemble internationalement accepté de recommandations sur la manière de traiter les mesures de l'activité économique». Il s'articule autour de «concepts, de définitions, de classifications et de règles comptables internationalement acceptés » et de comptes macroéconomiques donnant une image complète et cohérente de l'économie. Il existe actuellement dans sa version révisée de 2008 (SCN2008) pour laquelle la migration est vivement recommandée ; mais il est mis en œuvre dans sa version de 1993 par la plupart des pays.

Toutefois, compte tenu des structures économiques très variées des pays et des difficultés de disponibilité des données statistiques au niveau le plus détaillé possible, le SCN admet une certaine flexibilité donnant la possibilité à chaque pays d'adapter certains concepts et nomenclatures. Ainsi, comme pour les comptes nationaux de 2007 à 2013 (avec pour année de base 2007), la Division des Comptes Nationaux et de la Prévision (DCNP) a maintenu la même méthodologie pour cette campagne de 2014 concernant les nomenclatures, les loyers imputés, la consommation du capital fixe de l'administration publique, la production des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), la production du secteur informel et les statistiques du commerce extérieur.

A- Les nomenclatures

L'utilisation des nomenclatures dans la production des comptes nationaux est indispensable ; en effet, elles facilitent le traitement des données et l'analyse des comptes économiques.

Il existe deux grandes catégories de nomenclatures internationales:

- Les nomenclatures de concepts propres au SCN : il s'agit de quatre nomenclatures standards décrites par le SCN et utilisées comme telles par l'ensemble des pays. Elles concernent les secteurs institutionnels, les opérations, les autres flux et les stocks ;
- Les nomenclatures extérieures au SCN : les plus fréquemment utilisées en comptabilité nationale, soit en les adaptant aux réalités économiques de chaque économie, soit par des tables de passage, sont la Classification Internationale Type, par Industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI), la Classification Centrale des Produits (CPC) et le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH).

Les nomenclatures des activités et des produits officiellement utilisées par le Togo sont la nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA) et la nomenclature des produits des Etats membres d'AFRISTAT (NOPEMA). La NAEMA et la NOPEMA sont des adaptations respectives de la Classification Internationale Type, par Industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) dans sa troisième révision (CITI, rev3).

Pour les travaux des comptes nationaux, il importe de mettre en place des nomenclatures de travail dérivées des nomenclatures nationales ou internationales en vigueur. Ainsi, pour la série des comptes nationaux de 2007 à 2014 ayant pour année de base 2007, les nomenclatures d'activités et des produits ont été agrégées par rapport à celles qui ont été utilisées pour les comptes nationaux de 2000. Ainsi, les nomenclatures de travail des comptes nationaux comptent 44 branches d'activité au niveau 2 et 91 produits au niveau 3 (les plus détaillés), y compris les SIFIM, les corrections territoriales et les produits d'attente.

B- Démarche d'élaboration des comptes nationaux

L'élaboration des comptes nationaux a pour objectif l'estimation de la valeur de l'ensemble des biens et services créés au sein d'une économie au cours d'une année donnée et du revenu qui s'en dégage. Cette valeur ambivalente est appelée Produit intérieur brut (PIB). L'estimation de cette valeur se fait selon un processus qui comprend quatre principales étapes:

- la mise en place des nomenclatures et de la stratégie d'élaboration des comptes nationaux;
- la collecte et le traitement des sources des données;
- l'élaboration proprement dite (équilibres ressources-Emplois et les comptes de branches et Matrices de qui à qui);
- la synthèse (TEI, TRE et TCEI).

Démarches d'élaboration

La première étape est réalisée lors de l'élaboration de l'année de base qui elle-même est renouvelée théoriquement tous les dix ans. Elle consiste en: (i) la mise en place de toutes les classifications, (ii) l'identification des sources de données potentielles (recensement des faits économiques) et (iii) le choix de la base statistique des comptes nationaux. C'est l'occasion d'adaptation des nomenclatures internationales au contexte du pays.

La seconde étape permet la collecte, le traitement et la mise en forme des données conformément au cadre central et aux concepts définis dans le manuel du SCN et ses adaptations. Elle permet aussi la mise en cohérence de chaque source de données.

L'élaboration proprement dite comprend essentiellement les travaux analytiques. Ces derniers consistent en la conduite des travaux sur les équilibres ressources-emplois (ERE) par produit, les comptes de branche d'activité (CB) tels que retenues dans les nomenclatures adoptées et les matrices de « qui à qui » des secteurs institutionnels (opérations de transferts entre secteurs). Pour ces différentes opérations, l'outil ERETES a été utilisé. Ainsi chaque étape de travail est traduite en activités réalisées.

Activités réalisées**Travaux de l'étape 1**

- Mise au point des nomenclatures (activités, produits, secteurs, opérations) ;
- Identification des sources des données ;
- Choix de l'année de base ;
- Choix de la géométrie des comptes à produire (phase de mise en œuvre du SCN1993).

Travaux de l'étape 2

- Collecte des données sources ;
- Traitement des données sources qui se traduit par les opérations suivantes:
 - ✓ Saisie ;
 - ✓ Codification ;
 - ✓ Apurement des fichiers ;
 - ✓ Transcription des données dans les concepts de la comptabilité nationale ;
 - ✓ Mise en forme pour le chargement dans une base de données ERETES.
- Travaux transversaux qui consistent en la préparation des données de certaines variables telles que la consommation finale, la formation brute de capital fixe, l'emploi, etc.

Travaux de l'étape 3

- Mise en cohérence interne de chaque source de données ;
- Travaux analytiques qui concernent :
 - ✓ L'élaboration des équilibres ressources–emplois de chaque produit de la nomenclature adoptée ;
 - ✓ L'élaboration des comptes de branche (compte de production et d'exploitation) ;
 - ✓ L'élaboration des opérations de répartition entre secteurs institutionnels.
- Synthèse intermédiaire qui est l'analyse critique des résultats obtenus qui se fait variable par variable, opération par opération.

Cette étape se fait de manière itérative afin de faire converger les résultats des différentes approches utilisées. Selon la qualité des résultats, elle peut être répétée trois à quatre fois.

Travaux de l'étape 4

- Synthèse globale de tous les travaux qui doit aboutir à la sortie des tableaux prévus par le cadre central du SCN : Tableau des Ressources et Emplois (TRE) et le Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI);

- Travaux post synthèse (reporter les arbitrages faits lors de la synthèse au niveau détaillé) ;
- Préparation de la publication.

Difficultés rencontrées

L'élaboration des comptes nationaux nécessite la disponibilité des données sources désagrégées avec des niveaux suffisamment détaillés des informations. Pour les travaux des comptes nationaux de 2014, les principales difficultés rencontrées sont les suivantes:

- L'accès aux données statistiques dans les délais raisonnables ;
- La difficulté d'obtention des données sous un format facilement exploitable ;
- Le manque de moyens financiers pour la réalisation de certaines études thématiques ;
- L'instabilité du personnel en charge de l'élaboration des comptes nationaux ;
- L'insuffisance de moyens financiers et matériels pour la production des comptes nationaux.

C- Estimations de quelques agrégats

Loyers imputés

Selon le SCN 93, les loyers imputés désignent la partie non marchande des services de logement produits pour leur propre consommation par les propriétaires-occupants. La valeur des loyers imputés est généralement approchée avec les enquêtes QUIBB à partir de la rubrique sur les dépenses de loyer qu'auraient dû payer les ménages non locataires. L'estimation initiale a été déterminée pour l'année 2011 à partir du QUIBB 2011. Pour les campagnes suivantes, les comptes actualise cette valeur initiale. Ainsi, pour les comptes de la campagne 2014, la valeur des loyers imputés a été obtenue en appliquant l'évolution des prix des loyers entre 2013 et 2014 aux résultats des comptes de 2013.

Le calcul de la Consommation du Capital fixe de l'administration publique

La CCF est estimée, pour les administrations publiques dans leur ensemble, à partir d'une série longue (les 15 dernières années) de FBCF des administrations publiques et du déflateur du PIB. Les 15 années correspondent à la durée de vie moyenne des investissements de l'administration publique (tous produits confondus). Le déflateur du PIB est choisi comme une variable proxy du déflateur de la FBCF, ce dernier n'étant pas disponible.

La CCF est alors donnée par la quinzième somme des FBCF des 15 dernières années, réévaluées aux prix de l'année en cours. Finalement, la CCF est répartie par branche, produit et secteur des APU, proportionnellement à la somme des autres coûts.

La production du secteur informel

Pour les besoins de la comptabilité nationale, la Division des comptes nationaux et de la prévision a réalisé en 2009, une enquête légère sur quelques activités du secteur informel à Lomé afin de disposer de la structure de production des unités informelles. Les résultats de

cette enquête ont été complétés au besoin par celui de l'enquête 1-2-3 sur le secteur informel réalisée en 2001 dans la capitale.

La production des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Les institutions sans but lucratif sont des unités légales ou sociales, créées dans le but de produire des biens ou des services, auxquelles leur statut interdit d'être une source de revenu, de profit ou d'autre gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent. Le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) se compose de syndicats, de groupements professionnels, de sociétés savantes, des associations des consommateurs, de partis politiques, des églises et congrégations religieuses (y compris celles financées mais pas contrôlées par les administrations publiques), des clubs sociaux, culturels, récréatifs et sportifs, des organismes de charité et associations de bienfaisance etc.

En vue de mesurer l'apport des ISBLSM à la création de la richesse nationale, une enquête a été réalisée en 2009 auprès de 242 ONG. La base de sondage utilisée est le répertoire de 325 ONG en activité au Togo élaborée par le PNUD en 2006. L'approche « boule de neige » a également été utilisée. L'évaluation de cette contribution passe par l'identification de ces institutions, la collecte et le traitement des données statistiques dont elles disposent.

La production des ONG est mesurée par la somme des coûts de production (consommation de biens et services, rémunération des salariés, consommation de capital fixe). Il a été supposé de plus que les dépenses liées aux projets se répartissent en dépenses de FBCF, dépenses de consommations intermédiaires et dépenses de rémunération des salariés. Ainsi, la production de chaque ONG est mesurée par la somme de ses coûts de production (y compris une estimation de la consommation de capital fixe évaluée à partir de la FBCF de l'année courante). Cette production est ensuite répartie par produit, à partir des déclarations des ONG concernant leurs domaines d'activités.

Les statistiques du commerce extérieur

Dans le souci de cerner l'ensemble des contours des flux commerciaux informels et de consolider les statistiques du commerce extérieur, la DGSCN (actuel INSEED) a réalisé au cours de l'année 2010, une enquête pilote sur les flux commerciaux transfrontaliers non enregistrés ou flux informels avec l'appui financier de la commission de l'UEMOA. Les résultats de cette enquête pilote d'une durée de deux semaines qui s'est déroulée seulement sur les corridors des frontières du Togo avec le Bénin et le Burkina Faso ont été exploités pour l'élaboration des comptes nationaux en ce qui concerne les statistiques du commerce extérieur. Les résultats sont utilisés pour les arbitrages dans la réalisation des équilibres ressources et des emplois (ERE).

Le calcul de la production de la construction

La branche « Construction » dans la nomenclature de travail des comptes nationaux du Togo comporte deux (02) produits à savoir « Travaux publics » et « Construction de bâtiments ». C'est l'ensemble de ces produits qu'on appelle communément « Bâtiments et Travaux publics » (BTP).

Pour l'évaluation de la production de la branche, la principale source utilisée est les déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises qui exercent dans la branche « Construction ». Mais l'évaluation de la formation brute de capital fixe (FBCF) en « Construction » provient de la demande de BTP des différents secteurs institutionnels. Les sources utilisées pour évaluer cette demande sont :

- Pour les administrations publiques
 - ✓ Le budget d'investissement et d'équipement (BIE) pour les données concernant l'Etat ;
 - ✓ Les DSF des administrations de sécurité sociale ;
 - ✓ Le budget des collectivités locales.
- Pour les sociétés (financières et non financières) : les DEC 2080 et les DSF.
- Pour les ménages, la demande est déterminée à partir des données de l'enquête QUIBB 2011 où le module N (DEPENSES MOINS COURANTES DE CONSOMMATION) du questionnaire comporte une rubrique intitulée « Dépenses de construction de maison au cours des 12 derniers mois ». Les dépenses évaluées sont celles des fournitures de construction (ciment, peinture, tôle en zinc, tuile, serrures, sable, chaux, fer à béton, etc.) et la main d'œuvre (services de maçon, peintre, menuisier, plombier, électricien, carreleur, charpentier, soudeur, etc.).

Par ailleurs, les dépenses d'auto construction des ménages ont été également évaluées sur la base d'hypothèses.

Il importe de noter que la production de construction pour compte propre des ménages, en l'absence d'un marché, doit être évaluée aux coûts de production. Cependant, la construction pour compte propre des ménages ne fait probablement pas intervenir l'utilisation d'équipements et de matériaux lourds et en conséquence, la valeur de la consommation de capital fixe peut être négligée. L'évaluation de la production par les coûts intègre la valeur totale du travail fourni, même s'il est fourni à titre gratuit.

Les hypothèses retenues sont donc les suivantes :

- ✓ Les dépenses d'auto construction sont essentiellement le fait des ménages ruraux ;
- ✓ Pour estimer la taille des ménages ruraux, on part de l'estimation de la population totale et de la population rurale ;
- ✓ Connaissant la taille moyenne des ménages, on divise la population rurale par cette taille pour connaître l'effectif des nouveaux ménages ;
- ✓ L'effectif des nouveaux ménages est supposé égal au nombre de nouveaux logements construits.

Ainsi, la formation brute du capital fixe en construction de bâtiment de l'informel comprend la valeur actualisée des données de l'enquête QUIBB 2011 augmentée de l'auto construction des ménages. L'actualisation des données est faite à travers l'indice harmonisé des prix à la

consommation (IHPC) des différents produits qui entrent dans la construction (ciment, peinture, tôle en zinc, tuile, serrures, sable, chaux, fer à béton, etc.).

Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)

La valeur des SIFIM est égale à la valeur des revenus de la propriété à recevoir par les intermédiaires financiers moins les intérêts qu'ils ont à payer. Pour les sociétés financières, la valeur des SIFIM est égale aux intérêts à recevoir moins les intérêts à payer.

L'emploi

Trois grandes catégories d'emplois sont prises en considération par la comptabilité nationale. Il s'agit des salariés (déclarés ou non), les entrepreneurs individuels (patrons et travailleurs pour compte propre) et les aides familiaux⁵.

La matrice emploi 2014 est obtenue en utilisant les données de la Direction de la gestion informatique du personnel de l'État (DGIPE), de la base de déclaration des salaires de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises, du bulletin statistique de la santé, de l'annuaire statistique de l'éducation et de la structure de la matrice emploi de 2011. Cette dernière a été construite à partir des données du RGPH4 et du QUIBB 2011.

Calcul de la consommation finale des ménages

Les éléments de consommation finale des ménages sont obtenus grâce à l'exploitation des résultats de l'enquête QUIBB 2011 et de la matrice des consommations finales de l'année précédente.

⁵ Selon le SCN, on appelle aides familiaux collaborant à l'entreprise familiale, les membres d'une famille qui travaillent dans une entreprise non constituée en société sans rémunération

GLOSSAIRE

Activité principale

L'activité principale d'une unité de production est l'activité dont la valeur ajoutée est supérieure à celle de toute autre activité exercée dans l'unité (le produit de l'activité principale doit comprendre des biens et des services qui peuvent être livrés à d'autres unités, bien qu'ils puissent aussi servir à la propre consommation ou à la propre formation de capital du producteur).

Activité secondaire

Une activité secondaire est une activité exercée au sein d'une unité de production unique, en plus de son activité principale et dont le produit, comme celui de l'activité principale, doit pouvoir être livré hors de l'unité de production.

Administrations publiques (comme unités institutionnelles)

Le secteur des administrations publiques comprend des unités institutionnelles qui, en plus des tâches qu'elles assument quant à la mise en œuvre des politiques publiques et à la régulation de la vie économique, produisent pour l'essentiel des services (et parfois des biens) non marchands destinés à la consommation individuelle ou collective, et qui redistribuent le revenu et la richesse.

Administrations de sécurité sociale

Les administrations de sécurité sociale peuvent être distinguées par le fait qu'elles ont une organisation séparée des autres activités des administrations publiques, et qu'elles détiennent des actifs et des passifs séparément de ces dernières ; ce sont des unités institutionnelles distinctes parce qu'il s'agit de fonds autonomes, qu'elles ont leurs propres actifs et leurs propres passifs, et qu'elles s'engagent dans des opérations financières pour leur propre compte.

Administrations locales

Les administrations locales sont des unités institutionnelles dont le pouvoir fiscal, législatif et exécutif s'étend sur les plus petits des territoires géographiques distingués à des fins administratives et politiques.

Dans le contexte du Togo, les administrations publiques locales correspondent aux communes et aux préfectures.

Aides à l'investissement

Les aides à l'investissement sont des transferts en capital, effectués en espèces ou en nature, par des administrations publiques à d'autres unités institutionnelles résidentes ou non résidentes pour financer, en partie ou en totalité, les coûts de leurs acquisitions d'actifs fixes.

Autres transferts courants

Les autres transferts courants comprennent les primes et les indemnités nettes d'assurance-dommages, les transferts courants entre différents types de services des administrations publiques, généralement situés à des niveaux différents d'administration, ainsi qu'entre des administrations publiques nationales et des administrations publiques étrangères et d'autres transferts courants, comme ceux qui se produisent entre ménages.

Autres transferts en capital

Les autres transferts en capital comprennent tous les transferts en capital, à l'exclusion des impôts en capital et des aides à l'investissement; ils comprennent, entre autres, les annulations de dettes effectuées par accord réciproque entre créanciers et débiteurs.

Besoin/Capacité de financement

La capacité de financement est le montant net dont dispose une unité ou un secteur pour financer, directement ou indirectement, d'autres unités ou d'autres secteurs ; c'est le solde du compte de capital et il est défini comme : (l'épargne nette plus les transferts en capital à recevoir moins les transferts en capital à payer) moins (la valeur des acquisitions moins les cessions d'actifs non financiers, moins la consommation de capital fixe) ; une capacité de financement négative est également appelée "besoin de financement".

Biens

Les biens sont des objets physiques pour lesquels il existe une demande, sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais d'une opération sur le marché ; s'il existe une demande, c'est que les biens peuvent être utilisés pour satisfaire les besoins des ménages ou de la communauté ou pour produire d'autres biens ou d'autres services.

Branche d'activité

Une branche d'activité se compose d'établissements engagés dans les mêmes types d'activité de production ou dans des types similaires ; la classification des activités productives utilisée dans le SCN93 est la troisième révision de la classification internationale type par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI Rev 3). La toute dernière révision de la CITI est la quatrième révision de la CITI (CITI Rev 4) qui est prise en compte dans le SCN 2008.

Consommation de capital fixe

La consommation de capital fixe représente la réduction de la valeur des actifs fixes utilisés dans la production au cours de la période comptable, qui résulte de la détérioration physique, de l'obsolescence normale ou des dommages accidentels normaux.

Consommation finale

La consommation finale regroupe les biens et les services utilisés par les ménages ou par la société dans son ensemble pour satisfaire leurs besoins individuels ou collectifs.

Consommation finale effective des administrations publiques

La consommation finale effective des administrations publiques est mesurée par la valeur des services de consommation collectifs (par opposition aux services de consommation individuels) fournis par les administrations publiques à la collectivité ou à d'importants sous-ensembles de la collectivité ; elle se déduit de leur dépense de consommation finale en soustrayant la valeur des transferts sociaux en nature à payer.

Consommation finale effective des ISBLSM

Il n'y a pas de consommation finale effective des ISBLSM parce que, en pratique, la plupart de leurs services sont individuels par nature et, donc, pour simplifier, tous les services des ISBLSM sont traités comme individuels, par convention (comme des transferts sociaux en nature).

Consommation finale effective des ménages

La consommation finale effective des ménages vise à mesurer la valeur des biens et des services de consommation acquis par les ménages, qu'ils aient été achetés ou transférés par des administrations publiques ou des ISBLSM, et utilisés par eux pour la satisfaction de leurs besoins ; elle se déduit de leur dépense de consommation finale en ajoutant les transferts sociaux en nature à recevoir.

Consommation intermédiaire

La consommation intermédiaire correspond à la valeur des biens et des services consommés en entrée d'un processus de production, à l'exclusion des actifs fixes dont la consommation est enregistrée comme une consommation de capital fixe ; les biens et les services peuvent être soit transformés, soit détruits par le processus de production.

Contribution à la croissance

La croissance du PIB peut être décomposée en la somme des contributions de ses différentes composantes : dépenses de consommation des ménages, des institutions sans but lucratif au service des ménages et des administrations publiques, investissement, variations de stocks et solde commercial.

Dans les cas simples, agrégats en valeur notamment, la contribution d'une composante à un agrégat (le PIB par exemple) est égale au produit du taux de croissance de cette composante par son poids dans l'agrégat à la période précédente.

Pour les volumes aux prix de l'année précédente chaînés, concept de volume selon lequel sont publiés les comptes nationaux, le calcul précédent s'applique aux comptes annuels en prenant l'évolution de la composante en volume chaîné et le poids en valeur (le cas des variations de

stocks étant toutefois particulier). Pour les comptes trimestriels, les particularités du chaînage font que le calcul précédent ne fournit qu'une approximation. Celle-ci est généralement suffisante mais les contributions calculées ainsi ne sont pas additives.

Déflateur

C'est un indicateur statistique permettant d'éliminer l'illusion inflationniste qui gonfle artificiellement la valeur des biens et services. Il est égal au rapport entre le PIB nominal et le PIB réel.

Dépense de consommation finale des administrations publiques

La dépense de consommation finale des administrations publiques consiste en la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les administrations publiques à la fois à des biens et des services de consommation individuels, et à des services de consommation collectifs.

Dépense de consommation finale des ISBLSM

La dépense de consommation finale des ISBLSM comprend la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les ISBLSM résidentes à des biens et des services de consommation individuels.

Dépense de consommation finale des ménages

La dépense de consommation finale des ménages est la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les ménages résidents à des biens et des services de consommation individuels, y compris à ceux vendus à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs.

Dépense finale

La dépense finale regroupe la dépense de consommation finale et la formation brute de capital fixe.

Dépense imputée

Certaines opérations qu'il est souhaitable d'inclure dans les comptes ne se réalisent pas en termes monétaires et ne peuvent donc pas être mesurées directement ; dans de tels cas, une valeur conventionnelle est imputée à la dépense correspondante (les conventions varient d'un cas à l'autre et sont décrites dans le SCN comme il convient).

Excédent d'exploitation

L'excédent d'exploitation mesure l'excédent ou le déficit issu de la production, avant que soient pris en compte les intérêts, les loyers ou les charges analogues, que l'entreprise doit payer sur les actifs financiers ou les actifs corporels non produits qu'elle a empruntés ou loués, et les intérêts, les loyers ou les recettes analogues, que l'entreprise doit recevoir sur les actifs financiers ou les actifs corporels non produits dont elle est propriétaire ; (noter que dans les entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, cette rubrique s'appelle "revenu mixte").

Exportations de biens et de services

Les exportations de biens et de services se composent des ventes, opérations de troc et dons de biens et de services par des résidents à des non-résidents ; le traitement accordé aux exportations et importations est généralement le même dans le SCN et dans les comptes de la balance des paiements comme décrit dans le Manuel de la balance des paiements.

Formation brute de capital

La formation brute de capital est mesurée par la valeur du total de la formation brute de capital fixe, des variations des stocks, et des acquisitions moins les cessions d'objets de valeur.

Formation brute de capital fixe

La formation brute de capital fixe est mesurée par la valeur totale des acquisitions, moins les cessions, d'actifs fixes au cours de la période comptable, plus certaines additions à la valeur des actifs non produits (tels que les gisements ou des améliorations majeures de la quantité, de la qualité ou de la productivité de la terre) réalisées par l'activité productive des unités institutionnelles.

Importations de biens et de services

Les importations de biens et de services se composent des ventes, opérations de troc et dons de biens et de services par des non-résidents à des résidents. Le traitement accordé aux exportations et importations est généralement le même dans le SCN et dans les comptes de la balance des paiements comme décrit dans le Manuel de la balance des paiements.

Impôt sur un produit

Par impôt sur un produit, il faut entendre un impôt dû par unité d'un bien ou d'un service donné ; il peut correspondre à un montant monétaire déterminé par unité de quantité ou être calculé sous la forme d'un pourcentage déterminé du prix unitaire ou de la valeur du bien ou du service échangé.

Impôts

Les impôts sont des paiements obligatoires, sans contrepartie, en espèces ou en nature, effectués par les unités institutionnelles à des administrations publiques ; ils sont dits "sans contrepartie" parce que les administrations ne fournissent rien en retour à l'unité individuelle qui effectue le paiement, même s'il arrive que les administrations utilisent les fonds collectés par les impôts pour fournir des biens ou des services à d'autres unités, individuellement ou collectivement ou à la communauté dans son ensemble.

Indicateur de pouvoir d'achat

Le pouvoir d'achat est la capacité d'un ménage à consommer grâce à son revenu disponible. Il fait généralement référence aux biens et services que ce ménage peut acheter dans son pays de

résidence suivant l'unité monétaire encourus. C'est la quantité de biens et services qu'une unité monétaire ou une somme donnée permet d'acquérir.

Le pouvoir d'achat du revenu - par exemple le salaire - est la quantité moyenne de biens et services que ce revenu permet d'obtenir.

Cette capacité à consommer se mesure par l'indicateur de pouvoir d'achat qui est le rapport entre l'indice du revenu et l'indice des prix.

Indice de prix

Un indice de prix est une moyenne des variations relatives des prix d'un ensemble déterminé de biens et de services entre deux périodes.

Indice de quantité

Un indice de quantité est construit à partir d'informations sur les quantités telles que le nombre ou le poids total de biens ou le nombre de services ; l'indice de quantité n'a aucune signification économique s'il repose sur l'addition de quantités non commensurables entre elles, bien qu'il soit souvent utilisé comme substitut à un indice de volume.

Institutions sans but lucratif

Les institutions sans but lucratif sont des entités juridiques ou sociales créées dans le but de produire des biens ou des services, dont le statut ne leur permet pas d'être une source de revenu, de profit ou d'autre forme de gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent.

Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comprennent les ISBL qui ne sont pas contrôlées et principalement financées par les administrations publiques et qui fournissent aux ménages des biens ou des services gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs.

Ménage

Un ménage est un petit groupe de personnes qui partagent le même logement, qui mettent en commun une partie, ou la totalité, de leur revenu et de leur patrimoine et qui consomment collectivement certains types de biens et de services, principalement de la nourriture et des services de logement.

En comptabilité nationale, les ménages sont un secteur institutionnel regroupant l'ensemble des unités institutionnelles dont la fonction économique principale est de consommer et éventuellement de produire dans le cadre des entreprises individuelles.

Les unités institutionnelles du secteur des ménages sont des personnes physiques disposant d'une autonomie de comportement en tant que consommateurs ou producteurs (entrepreneurs individuels). Leurs ressources principales sont constituées de la rémunération des facteurs de

production, des transferts des autres secteurs et de la vente de biens et services marchands par les entrepreneurs individuels.

Prix c.a.f.

Le prix c.a.f. (c'est-à-dire coût, assurance et fret) est le prix d'un bien à la frontière du pays importateur, y compris les frais d'assurance et de transport encourus jusqu'à ce point ou le prix d'un service fourni à un résident, avant paiement des éventuels droits ou autres impôts sur les importations et des marges commerciales et de transport à l'intérieur du pays. Dans le SCN93, ce concept n'est appliqué qu'aux importations détaillées.

Prix constants

Les mesures à prix constants sont obtenues en partageant directement les variations dans le temps de la valeur des flux ou des stocks de biens et de services en deux composantes reflétant les variations des prix des biens et des services concernés, et les variations de leurs volumes (c'est-à-dire les variations "à prix constants") ; le terme à prix constants renvoie généralement à des séries qui utilisent une formule de Laspeyres à base fixe.

Prix d'acquisition

Le prix d'acquisition correspond au montant payé par l'acquéreur, en excluant toute TVA déductible ou tout impôt déductible similaire, pour prendre livraison d'une unité d'un bien ou d'un service au moment et au lieu choisis par lui ; le prix d'acquisition d'un bien inclut tous les frais de transport payés séparément par l'acquéreur pour en prendre livraison au moment et au lieu requis.

Prix de base

Le prix de base est le montant que le producteur reçoit de l'acquéreur pour une unité de bien ou de service produite, diminué de tout impôt à payer et augmenté de toute subvention à recevoir, sur cette unité, du fait de sa production ou de sa vente ; il exclut tout frais de transport facturé séparément par le producteur.

Prix du marché

Le prix du marché pour les transactions est le montant de monnaie que l'acheteur paie au vendeur pour acquérir un bien lorsque cet échange s'effectue de plein gré entre deux parties indépendantes.

Prix du producteur

Le prix du producteur est le montant que le producteur reçoit de l'acheteur pour une unité de bien ou de service produite, diminué de toute TVA ou de tout impôt déductible similaire, facturé à l'acquéreur ; il exclut tout frais de transport facturé séparément par le producteur.

Prix f.a.b.

Le prix f.a.b. (franco à bord) des exportations et des importations de biens est le prix du marché déterminé en un point uniforme (la frontière douanière de l'économie exportatrice) ; il est égal au prix c.a.f. moins les frais d'assurance et les coûts de transport des biens entre la frontière douanière du pays exportateur (importateur) et celle du pays importateur (exportateur).

Production marchande

La production marchande est celle qui est vendue à des prix économiquement significatifs ou écoulee autrement sur le marché ou bien qui est destinée à être vendue ou écoulee sur le marché.

Production non marchande – autre

L'autre production non marchande est constituée de biens et de services individuels ou collectifs produits par les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ou par les administrations publiques, et qui sont fournis gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs, à d'autres unités institutionnelles ou à la communauté dans son ensemble ; ce type de production représente l'une des trois grandes catégories de production du SCN, les deux autres étant la production marchande et la production pour usage final propre.

Production pour usage final propre

La production pour usage final propre est constituée des biens et services qui sont retenus par les propriétaires des entreprises dans lesquelles ils sont produits, et qui sont destinés à un usage final propre à ces propriétaires.

Produit Intérieur Brut (PIB)

Le PIB correspond à l'ensemble des biens et services produits sur le territoire national quelle que soit la nationalité des producteurs.

Produit Intérieur Brut, dans l'optique de la production

Dans l'optique de la production, le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes de tous les producteurs résidents aux prix de base plus tous les impôts sur les produits diminués des subventions.

Produit Intérieur Brut, dans l'optique des dépenses

Dans l'optique des dépenses, le PIB se définit comme étant égal au total des dépenses finales aux prix d'acquisition (y compris la valeur f.a.b des exportations de biens et services) moins le total des importations des biens et des services valorisées franco à bord (f.a.b.).

Produit Intérieur Brut, dans l'optique du revenu

Dans l'optique du revenu, le PIB est égal à la rémunération des salariés, plus les impôts, moins les subventions, sur la production et les importations, plus le revenu mixte brut, plus l'excédent d'exploitation brut.

Propension moyenne à consommer

La propension moyenne à consommer est le rapport de la consommation finale des ménages par leur revenu disponible brut.

Rémunération des salariés

La rémunération des salariés est le total des rémunérations, en espèces ou en nature, que doivent verser les entreprises aux salariés en contrepartie du travail accompli par ces derniers au cours de la période comptable.

Reste du monde

Le reste du monde comprend toutes les unités institutionnelles non résidentes qui effectuent des opérations avec des unités résidentes ou qui ont d'autres relations économiques avec les unités résidentes.

Revenu mixte

Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

Revenus de la propriété

Revenus que reçoit le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit en échange de sa mise à la disposition d'une autre unité institutionnelle. Ils comprennent principalement les dividendes versés par les sociétés, les intérêts et les loyers des terrains (les loyers des logements, actifs corporels produits, sont considérés comme le paiement d'un service).

Revenus primaires

Revenus dont disposent les unités résidentes du fait de leur participation directe à des processus de production et revenus de la propriété.

Salaires et traitements en nature au sens de la Comptabilité nationale

Biens, services ou autres avantages fournis gratuitement ou à prix réduit par les employeurs à leurs salariés et que ceux-ci peuvent utiliser à leur convenance pour satisfaire leurs besoins ou ceux des autres membres de leur ménage.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement constituent des montants qui sont versés à l'entreprise à titre définitif, généralement par des collectivités territoriales. Il n'y a donc aucune obligation de remboursement.

Secteurs Institutionnels

Les différents secteurs regroupent :

- Les sociétés non financières (SNF)
- Les sociétés financières (SF)

Les administrations publiques (APU)

- Les ménages et entrepreneurs individuels (Ménages)
- Les Institutions privées Sans But Lucratif (ISBL) au service des Ménages.

L'économie nationale comprend toutes les unités institutionnelles qui résident sur le territoire économique d'un pays, c'est-à-dire qui exercent des activités économiques sur ce territoire pendant plus d'un an. Les unités résidentes réalisent avec les unités non résidentes des opérations qui sont retracées dans le compte du reste du monde (RDM).

SCN (Système de comptabilité nationale)

Le Système de comptabilité nationale (SCN) se compose d'une série cohérente de comptes macro-économiques, de comptes de patrimoine et de tableaux articulés et coordonnés qui s'appuient sur un ensemble de concepts, définitions, nomenclatures et règles de comptabilisation approuvés au plan international.

Secteur informel

Le secteur informel peut se caractériser, d'une façon générale, comme étant constitué d'unités de production qui opèrent typiquement à petite échelle, avec un faible niveau d'organisation, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production et avec l'objectif premier de créer des emplois et d'engendrer des revenus pour les personnes concernées ; pour les besoins statistiques, le secteur informel est défini en fonction des circonstances nationales comme un ensemble d'entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, qui produisent au moins quelques produits pour le marché mais qui ont soit moins d'un nombre spécifié de salariés et/ou qui ne sont pas enregistrées selon les formes spécifiques de la législation nationale ; l'enregistrement peut se référer, par exemple, à l'inscription prévue par les obligations fiscales ou des cotisations de sécurité sociale ou d'autres dispositions administratives.

Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)

Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) sont une mesure indirecte de la valeur de services d'intermédiation financière fournis pour lesquels les intermédiaires ne recourent pas à une facturation explicite.

Subventions

Les subventions sont des paiements courants sans contrepartie que les administrations publiques, y compris les administrations publiques non résidentes, font à des entreprises sur la base du niveau de leurs activités de production ou des quantités ou des valeurs des biens et des services qu'elles produisent, vendent ou importent.

Taux de couverture

Dans le commerce extérieur, le taux de couverture des importations est le rapport entre les exportations et les importations.

Taux de croissance réel du PIB

Le taux de croissance réel du PIB est l'augmentation en volume du PIB entre deux périodes ; il donne la performance d'une économie; le rythme de création de sa richesse. Il s'obtient par le rapport entre les PIB constants de l'année n et de l'année n-1.

Taux de pénétration

Dans le commerce extérieur, le taux de pénétration exprime le rapport entre les importations et les ressources totales.

Taux d'ouverture de l'économie

Le taux d'ouverture de l'économie est le rapport entre la moyenne des importations et des exportations d'une part, et le PIB d'autre part, pour une période donnée.

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est un impôt sur les produits collecté par étapes par les entreprises ; la TVA est un impôt de portée très large généralement conçue pour couvrir la plupart, voire la totalité, des biens et des services mais les producteurs sont obligés de verser seulement la différence entre la TVA sur leurs ventes et la TVA sur leurs achats destinés à la consommation intermédiaire ou à la formation de capital alors que la TVA n'est généralement pas facturée sur les ventes aux non-résidents (c'est-à-dire sur les exportations).

Transfert

Un transfert est une opération par laquelle une unité institutionnelle fournit un bien, un service ou un actif à une autre unité, sans recevoir en contrepartie de cette dernière un bien, un service ou un actif.

Transferts en nature

Ce sont des échanges qui existent entre les secteurs institutionnels résidents. Ils sont versés aux ménages par les APU et les ISBL.

Transferts sociaux en nature

D'une part, ils enregistrent les prestations sociales en nature, qui comprennent à la fois les prestations pour lesquelles le ménage bénéficiaire ne supporte aucune dépense, et les

prestations pour lesquelles il effectue la dépense initiale avant d'être remboursé. D'autre part, ils enregistrent le transfert des biens et des services non marchands individuels, comme les services d'éducation, qui ne sont pas inclus dans les prestations sociales en nature. Dans la nomenclature des opérations de répartition, l'ensemble de ces opérations fait partie des transferts sociaux en nature.

Unité institutionnelle

Centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale. Une unité résidente est dite institutionnelle dès lors qu'elle dispose d'une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale et qu'elle dispose d'une comptabilité complète, ou au moins qu'elle serait en mesure d'en établir une pertinente du point de vue économique ou juridique.

L'unité institutionnelle est la plus petite unité d'observation dans le SCN. Les unités institutionnelles sont regroupées en secteurs institutionnels.

Valeur ajoutée brute

La valeur ajoutée brute correspond à la valeur de la production diminuée de celle de la consommation intermédiaire ; elle constitue la contribution apportée au PIB par un producteur, une branche d'activité ou un secteur ; la valeur ajoutée brute est la source d'où proviennent les revenus primaires tels que les définit le SCN, et est donc reportée dans le compte de distribution primaire du revenu.